

Archives on Cambodia from the Private Papers of Derek Tonkin

The attached archives include documents personally signed by Prince Norodom Sihanouk and his son Prince Norodom Ranariddh. Sihanouk's signature also appears on every page of certain printed and handwritten documents.

Each page has been enumerated in the bottom right using MS Word pagination.

Contents

Pages 3-16: Report circulated to Diplomatic Missions in Bangkok in June 1988, each page signed bottom right by Prince Sihanouk.

Pages 18-21: Letter on Page 20 from Prince Sihanouk to Derek Tonkin, with other relevant papers.

Pages 22-28: Miscellaneous correspondence involving Prince Norodom Ranariddh.

Pages 30-33: Letters from Prince Ranariddh to US Congressman Stephen Solarz, Chairman of the House of Representatives Subcommittee on Asian and Pacific Affairs.

Pages 34-38: Report to Congress dated 28 February 1991 about the extent of military cooperation by the Non-Communist Resistance (NCR) with the Khmer Rouge since 1986.

Pages 39-45: US official Press Guidance on allegations of NCR cooperation with the Khmer Rouge.

Pages 46-51: Letter from Ambassador Julio Jeldres to Derek Tonkin dated 13 July 1991.

Pages 52-83: Resumé in French in Prince Sihanouk's own handwriting of a discussion between Prince Sihanouk and the Thai Foreign Minister ACM Siddhi Sawetsila on Sunday 23 August 1987 at Chhang Sou On near Pyongyang, North Korea, where Prince Sihanouk took up residence after his flight from Phnom Penh in January 1979.

Pages 84-88: Telegram in French from Prince Sihanouk to Prince Ranariddh dated 9 December 1987 despatched on 10 December 1987.



9 January 2024

With Compliments of

1. CC 2617 D

THA

ATTN:

OFFICE OF THE PERSONAL REPRESENTATIVE
OF HRH NORODOM SIHANOUK IN KAMPUCHEA AND ASIA

2. 160

3. 4 Br

Excellency,

On the high instructions of HRH Prince Norodom Ranariddh, Personal Representative of HRH Prince Norodom Sihanouk in Kampuchea and Asia, I would like to enclose herewith copies of HRH Prince Norodom Sihanouk's letter for your high information.

5
20/6

Please accept, Your Excellency, the renewed assurances of my respectful consideration.

PEOU SITHIK
Head Department of General
Administration

P O BOX 12-1014 SUAN PHLU BANGKOK 10120 TEL. 2863316. 2864442

1988 BRITISH EMBASSY BANGKOK RECEIVED

LETTRE OUVERTE
AUX TRES HAUTES PERSONNALITES ETRANGERES
QUI VERRONT NORODOM SIHANOUK DANS LE COURANT
DES MOIS DE JUIN, JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE ET OCTOBRE 1988

Excellences,

Dans quelque temps, Vous me ferez le grand honneur de me recevoir en audience politique, audience portant essentiellement sur le "Problème du Kampuchea".

En ce qui concerne ce "Problème du Kampuchea", un problème très complexe que personne, jusqu'ici, n'a réussi à résoudre, même très partiellement, j'aurais beaucoup de choses à Vous dire.

Mais je sais que Votre très lourde charge et Votre emploi du temps extrêmement chargé ne me permettra pas, lorsque j'aurai le privilège et le très grand plaisir d'être reçu en audience par Vous, de Vous faire un trop long Exposé sur les aspects essentiels de ce "Problème" et les "perspectives d'avenir". D'autre part, j'aspire surtout à Vous écouter, bénéficiant de Vos sages conseils et suggestions et à avoir avec Vous un constructif échange de points de vue.

Aussi permettez-moi de Vous présenter dès maintenant un "RAPPORT" - ou "Exposé" écrit (sous forme de Lettre ouverte) - qui Vous permettra, si Vous voulez bien, un jour prochain, en prendre connaissance, d'éviter d'avoir à m'écouter parler trop longuement lors de l'importante audience que Vous aurez la bonté de m'accorder en Vos prestigieuses Capitales respectives.

X

X X

Suite page 2
o. Cal

I/ - Ces dernières années, certaines personnalités étrangères qui accordent leur soutien au G.C.K.D. (Gouvernement de Coalition du Kampuchea Démocratique) ont tenu à me dire qu'il était indispensable de réaliser une union réelle, une coopération étroite et confiante entre les 3 composantes du G.C.K.D., à savoir mon Parti (FUNCINPEC-ANS : Front Uni National pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif, Armée Nationale Sihanoukienne), celui de M. Khieu Samphan (P.K.D. - A.N.K.D. : Partie du Kampuchea Démocratique, Armée Nationale du Kampuchea Démocratique) et celui de M. Son Sann (F.N.L.P.K. - A.N.L.P.K. : Front National de Libération du Peuple Khmer, Armée Nationale de Libération du Peuple Khmer).

Ces personnalités étrangères semblaient être plus ou moins convaincues de ma responsabilité dans l'impossibilité pour le G.C.K.D. et ses 3 Armées de résistance anti-vietnamienne de surmonter **la crise latente caractérisant leurs relations et coopération.**

Je voudrais faire remarquer à ces personnalités que, si elles se trouvaient à ma place dans le G.C.K.D., elles ne feraient pas mieux que moi et elles n'auraient peut-être pas pu, comme j'ai dû le faire en 1982, année de la formation à Kuala Lumpur du G.C.K.D., surmonter de terribles souffrances morales dues à la perte d'un grand nombre d'enfants, de petits-enfants, de cousins, de tantes et oncles, de partisans sauvagement et injustement torturés et assassinés par leurs propres partenaires dans la "Coalition", à une époque pas lointaine où ces partenaires exerçaient le pouvoir absolu au Cambodge (1975-1979).

Moi, Norodom Sihanouk, j'ai à déplorer la mort dans d'horribles conditions de **trois filles, de deux fils, de quatorze petits-enfants** (dont la plupart étaient des bébés ou des enfants en bas âge) aux mains des Khmers Rouges (P.K.D.) et cela sans parler d'innombrables "relatives" (terme anglais) et partisans, torturés et tués avec des procédés plus qu'inhumains.

Mais ce ne sont pas mes souffrances morales indicibles et encore vivaces aujourd'hui, dues à la perte trop cruelle des êtres qui m'étaient chers, qui sont un obstacle à mon "union" avec les anciens bourreaux de ma famille et de mon peuple. Ces souffrances, je les mets de côté, sans pourtant les oublier jamais, afin de ne penser et de ne me consacrer qu'à la lutte de libération de ma Patrie.

Pour que le G.C.K.D. soit crédible et honorable, il ne suffit pas que la majorité des Etats membres de l'O.N.U. le reconnaisse comme étant le seul gouvernement "légal et légitime"; encore faut-il qu'il cesse d'imiter le régime de Heng Samrin et Hun Sen à Phnom Penh et ses maîtres vietnamiens dans d'intolérables et injustifiables violations des Droits de l'Homme à l'encontre de son propre peuple.

Si Votre Excellence veut bien lire (ou relire) les rapports d'AMNESTY INTERNATIONAL, London, des années 80 concernant les violations des Droits de l'Homme chez les Kampuchéens, Elle verra que les horribles crimes commis sur la personne de leur propre peuple par la P.K.D. et le F.N.L.P.K. et leurs 2 armées n'ont rien à envier à ceux commis au Cambodge par l'armée vietnamienne d'occupation et par le régime -marionnette (puppet regime) de Heng Samrin-Hun Sen.

Durant la seconde guerre mondiale (1940-1945), on n'imaginait pas la Résistance Française, dont le Leader était le Général Charles de Gaulle, se conduire à l'égard du peuple français ou d'autres personnes comme le firent la Gestapo, les SS de M. Hitler ou les policiers et autres fascistes français du régime de Pierre Laval, "collaborant" avec l'occupant allemand.

Un mouvement national de Résistance à l'occupant étranger n'est crédible et honorable que si, parallèlement à sa lutte militaire contre l'ennemi (étranger), il respecte totalement la dignité humaine de son peuple dont il affirme être le "libérateur".

Pour les Khmers Rouges et les Khmers Bleus du G.C.K.D., il suffit d'affirmer sa haine de la R.S. du Vietnam et sa "volonté" de lutter "contre le Viets" pour se dispenser de respecter les Droits humains, la dignité, la liberté de son propre peuple ^(à l'intérieur du Cambodge) et de ses propres administrés dans les camps de réfugiés khmers en Thaïlande.

Je me permets de poser aux "Sponsors" et autres "Supporters" du G.C.K.D. cette question-ci :
" Le G.C.K.D. et ses armées doivent-ils seulement lutter pour la libération du Cambodge ou ont-ils également le devoir d'apporter à leur propre peuple une réelle et libérale démocratie ? " Quelle garantie a le peuple cambodgien de pouvoir jouir d'une telle démocratie libérale si, comme ne manque jamais de le signaler AMNESTY INTERNATIONAL dans son rapport de chaque année, la P.K.D. et le F.N.L.P.K. et leurs armées continuent à commettre les pires crimes à l'encontre de leurs propres peuple et administrés ?

Faut-il, alors, se consacrer uniquement à "saigner du Viet" et à exiger de lui qu'il (Viet) évacue le Cambodge, quitte à promettre implicitement au peuple khmer de le maltraiter et le martyriser comme au "plus beau jour" du Polpotisme des années 1975 à fin 1978 ?

Si, après plus de 9 ans de lutte anti-Viet, la Résistance kampuchéenne ne réussit pas à affaiblir ni isoler l'armée vietnamienne d'occupation, ce n'est pas tellement à cause de la disproportion des effectifs des armées (selon les estimations les plus sérieuses, il y a, à l'heure actuelle, 50.000 combattants G.C.K.D. contre 120.000 militaires vietnamiens au Cambodge), c'est tout simplement parce que le G.C.K.D. n'est absolument pas capable de mobiliser le peuple khmer à l'intérieur de notre Pays pour l'amener à lutter contre l'occupant étranger. Pourquoi notre peuple, à l'intérieur de notre pays, reste-t-il passif et amorphe ? C'est tout simplement parce qu'il a trop peur du retour au pouvoir des Khmers Rouges polpotiens et que, ayant à choisir

entre 2 maux, il (peuple khmer) est obligé de choisir le moindre mal, et le moindre mal pour lui, ce n'est pas le G.C.K.D. qui comporte un mouvement khmer rouge polpotien dominateur mais ... le "protectorat" vietnamien.

A mon humble avis, s'il y a un problème vital, concernant le G.C.K.D., à résoudre ce n'est pas celui du renforcement de la "capacité militaire" de l'armée khmère rouge, mais le renoncement réel de la P.K.D. au Polpotisme, une idéologie et un régime qui sont encore appliqués dans toute leur rigueur dans les camps khmers rouges en Thaïlande et dans le comportement des Khmers Rouges à l'intérieur du Cambodge, et cela en dépit des déclarations répétées urbi et orbi de M. Khieu Samphan et de ses Ministres et Ambassadeurs G.C.K.D., selon lesquelles ils ont définitivement renoncé au communisme, au socialisme et ont, pour toujours, adopté l'idéologie du Monde Libre, à savoir "LA DEMOCRATIE LIBERALE".

Je dois signaler également les tristes "performances" du F.N.L.P.K. et de son armée.

Non seulement ces derniers ne se battent pratiquement plus contre les Viets à l'intérieur du Cambodge, mais ils ont "réussi" à se rendre impopulaires et à se faire haïr chez la plupart des civils khmers qui, soit dans les camps sous contrôle du F.N.L.P.K. en Thaïlande, soit à l'intérieur du Cambodge, ont été ou sont victimes de leurs innombrables méfaits, exactions et actes criminels (S.V.P. Veuillez lire, à ce sujet, les témoignages occidentaux que j'ai publiés dans les numéros successifs (années 80) de mon B.M.D. bleu, Rubrique : Paroles Historiques).

Ces méfaits, exactions et actes criminels ne servent qu'à éloigner chaque jour davantage notre peuple du G.C.K.D.

suite page 6

M. G. L.

Le fait pour le F.N.L.P.K. et son armée de se diviser en leur propre sein et de se battre "si peu", pour ne pas dire "pas du tout", contre les Viets a beaucoup moins d'importance que leur trahison des idéaux du Monde Libre dont ils n'ont jamais cessé de se réclamer.

La Direction d'AMNESTY INTERNATIONAL, London, chaque année, m'écrit pour me demander de faire cesser à tout prix les pires violations des Droits de l'Homme par le G.C.K.D. que moi, Sihanouk, suis censé "présider".

Je lui ai répondu que je n'étais (et ne suis), en fait, que le Président - et le responsable, par conséquent - du FUNCINPEC et de l'ANS, et, en tant que Président (sans aucun pouvoir) du Kampuchea Démocratique, je ne suis ni écouté, ni suivi par mes 2 partenaires dans la Coalition tripartite, à savoir : la P.K.D. et le F.N.L.P.K.

Je demande, en conclusion de ce "Premier Chapitre" de mon RAPPORT, à ceux qui me rendent responsable du manque d'UNION dans la Coalition du K.D. : "Que seraient-ils capables de faire à ma place, s'ils étaient Président du Kampuchea Démocratique ?".

La seule issue pour moi comme pour eux devrait être d'offrir notre démission !

Je dois ajouter que les grands propagandistes du F.N.L.P.K. n'ont jamais cessé et ne cessent pas ^{de} dire aux réfugiés khmers à l'étranger et à notre peuple à l'intérieur du Cambodge que "Sihanouk est le complice de Pol Pot dans la politique de génocide national de ce dernier" et que, maintenant, "Sihanouk est le complice du colonialisme vietnamien et a signé un Pacte secret avec le gouvernement de Phnom-Penh-Hun Sen" -sic- !

Avec un partenaire aussi méchant et basement calomniateur, puis-je vivre "à l'aise" au sein du G.C.K.D. ?

Je voudrais bien y voir à ma place mes contempteurs étrangers!

X

X X

II/ - Excellences,

Depuis le 7 Mai 1987, je me suis mis en congé de la Présidence du Kampuchea Démocratique (Leave of Absence, en anglais).

Certaines personnalités étrangères désirent savoir quand Norodom Sihanouk mettra fin à son "Leave of Absence" de la Présidence du K.D.

Je me permets de Vous faire connaître que je ne mettrai pas fin à mon congé en question tant que les conditions suivantes ne seront pas remplies par la P.K.D. (khmère rouge) et son armée et par le F.N.L.P.K. (khmer bleu) et son armée:

a/ - **cessation totale, définitive et irréversible de leurs violations des Droits de l'Homme à l'encontre de leurs propres peuple (à l'intérieur du Cambodge) et administrés (dans les camps de réfugiés en Thaïlande); reconnaissance du droit d'option et de libre circulation des citoyens et citoyennes khmers (jeunes et vieux), lesquels doivent pouvoir choisir librement la faction du G.C.K.D. sous l'administration de laquelle ils veulent vivre, entrer et sortir librement de leurs camps respectifs, et même décider librement de retourner vivre au Cambodge; bien entendu, mon**
F.U.N.C.I.N.P.E.C. et son armée (l'A.N.S.) continueront à respecter scrupuleusement tous ces droits du peuple khmer (à l'intérieur du Cambodge et en Thaïlande, en particulier).

b/ - **Cessation totale et définitive d'embuscades, d'assassinats, de propagande dont sont victimes les personnes appartenant au mouvement sihanoukiste (FUNCINPEC et ANS), y compris la propagande et les calomnies anti-Sihanouk qui battent leur plein un peu partout à l'intérieur et à l'extérieur du Cambodge.**

c/ - Cessation totale et définitive des méthodes de coercition exercées sur le peuple et la jeunesse khmers tant à l'intérieur du Cambodge que dans les camps de réfugiés en

Thaïlande (travaux forcés ; recrutements pour l'armée de personnes non-volontaires pour devenir militaires; transferts des civils des 2 sexes, non-volontaires, dans des camps militaires; obligation pour des non-militaires de faire des travaux de déminage ou de transport de vivres ou munitions; refus de faire visiter certains camps de réfugiés ou de militaires aux représentants ou membres de l'O.N.U., d'Amnesty International, des Agences d'aide humanitaire; etc ...); bien entendu, le FUNCINPEC et l'ANS n'ont et n'auront pas recours à de telles méthodes, absolument inadmissibles.

d/ - Cessation d'appeler le Cambodge "Kampuchea Démocratique" et d'utiliser le Drapeau "national" rouge et l'Hymne "national" révolutionnaire de Pol Pot; retour à l'ancienne appellation "Cambodge", "l'Etat du Cambodge", à l'ancien drapeau national des années 20, 30, 40, 50 et 60 et à l'hymne national "Nokoreach" 2ème couplet (je suis d'accord pour que le 1er couplet (monarchique) de cet hymne soit définitivement supprimé).

X
X X

III/ - Excellences.

Pour ce qui concerne le "Problème du Kampuchea" proprement dit, je ne permets de répéter, une fois encore, qu'il est même beaucoup plus compliqué, plus complexe et plus difficile à résoudre que ne l'imaginent les grands "experts" et autres "spécialistes" étrangers de la Question.

C'est dans cet esprit que je me permets de Vous demander de bien vouloir lire le texte (malheureusement très très long) de mon EDITORIAL publié dans mon B.M.D. Bleu de MARS-AVRIL 1988, si Vous désirez connaître "plus en profondeur" ce "Problème". ses caractéristiques au plan cambodgien et au plan international, ses différents aspects, les obstacles aussi nombreux que terribles qui se dressent sur la "route" vers une

solution équitable, ou même d'un simple "break^hthrough", et
- last but not least - les possibilités (assez limitées)
de résolution dudit "Problème".

Le texte de mon (très) long EDITORIAL de Mars-Avril 1988 doit être, à l'heure actuelle, déjà traduit (du Français) en Anglais par Mr Julio A. Jeldres. Votre Secrétariat peut obtenir cette traduction anglaise de mon Editorial sur le "Problème du Kampuchea" en écrivant à :

Mr Julio A. JELDRES - P.O. Box 268 - TOORAK, Victoria 3142 - Australia.

X

X X

Pour conclure ce "Chapitre III" de ma présente "LETTRE OUVERTE", permettez moi de Vous donner, encore une fois, ces précisions-ci sur ma position et ma ligne de conduite invariables (invariables en dépit de ce qu'on me nomme "Le Prince changeant") :

a/ - Contrairement aux Khmers Rouges (PKD) et aux Khmers Bleus (FNLPK), j'approuve et soutiens totalement le contenu du Communiqué conjoint signé l'année dernière (1987), à Ho-Chi-Minh City, par S.E. Dr Mochtar Kusuma Atmadja au nom de l'Indonésie (ASEAN) et Nguyen Co Thach au nom de la R.S. du Vietnam.

b/ - J'approuve d'avance et soutiendrai inconditionnellement tout ce que l'ASEAN voudra bien formuler comme processus pour rendre possible un réel "progrès" sur la "route" vers une solution équitable du "Problème".

c/ - Je suis prêt à participer à toute conférence, toute réunion grande ou petite, tout séminaire, tout "round of talks" pourvu qu'ils aient comme invitants ou "Sponsors" des

suite page 10 

Etats ou Gouvernements ou S.E. Javier Pérez de Cuéllar (Secrétaire Général de l'ONU) ou l'ONU elle-même ou le Conseil de Sécurité de l'ONU ou un groupe de Chefs d'Etat et Chefs de Gouvernement des Pays non-alignés.

d/ - Je n'accepterai pas d'avoir un troisième "round of talks" ave HUN Sen, car ce dernier n'accepte pas et ne sera jamais autorisé par ses maîtres vietnamiens à accepter mes propositions constructives pour rendre possible la résolution du "Problème du Kampuchea", à savoir : démantèlement simultané de la "R.P.K." et du "Kampuchea Démocratique"; armée nationale cambodgienne quadripartite avec un Etat-Major Général et un Ministère de la Défense nationale quadripartite; envoi au Cambodge d'une I.P.K.F. (International Peace Keeping Force) pour remplacer les troupes vietnamiennes à rapatrier en totalité et pour empêcher, par la suite, certaines factions armées khmères de menacer d'autres factions militairement plus faibles et pour protéger le peuple khmer non-armé contre la menace mortelle des Khmers Rouges Polpotiens.

(à suivre)

X
X X

S. G. L.

EDITORIAL

(Suite et fin)

IV/ - Excellences.

En ce quatrième et dernier Chapitre de ma "Lettre Ouverte", je me permets de Vous soumettre une question importante que voici :

Je crois qu'on a tort de trop compter sur l'U.R.S.S. pour qu'Elle fasse sincèrement pression sur la R.S. du Vietnam afin de l'amener à retirer toutes ses troupes du Cambodge avant 1990.

Les Dirigeants soviétiques ont bien précisé que la R.S. du Vietnam était un Etat souverain et que l'URSS n'avait aucun pouvoir sur le Vietnam pour l'amener à faire ou à ne pas faire telle ou telle chose.

Pour sa part, le Vietnam n'a caché à personne, dans le monde, son refus de s'en aller du Cambodge avant 1990. En outre, ce même Vietnam, aujourd'hui, plus que jamais réclame le démantèlement de l'armée khmère rouge (ANKD) préalablement au retrait de toutes les troupes Viets du Cambodge.

Il ne faut donc pas se laisser bercer par la propagande trompeuse de "Hanoi" qui fait naître - très artificiellement - dans l'esprit de certains Sponsors du GCKD et de beaucoup d'autres personnalités étrangères un optimisme ... parfaitement déplacé (à mon humble avis).

En fait, nous n'avons le choix qu'entre laisser les Viets dominer le Cambodge à perpétuité en prenant comme prétexte pour s'y maintenir indéfiniment l'existence persistante du Danger Khmer Rouge Polpotien et le développement maximal de l'A.N.S. afin d'enlever aux Viets le prétexte susdit et de déstabiliser la présence militaire vietnamienne au Cambodge, car l'A.N.S. est la seule armée anti-Viets susceptible de

suite page 8

rallier à elle l'immense majorité du peuple khmer à l'intérieur du Cambodge, y compris un très grand nombre de militaires (ceux qui sont authentiquement Khmers) de l'armée de Heng Samrin (régime de Phnom-Penh).

Dans son rapport "confidentiel" en date du 12 Mai 1988, le Prince Norodom Ranariddh, Commandant-en-Chef de l'A.N.S., écrit, entre autre, ceci :

" Les effectifs totaux de l'A.N.S. sont, au 23 Avril 1988, de 17.700 hommes dont 12.200 sont armés. L'augmentation notable des effectifs armés est due aux dernières livraisons d'armes en provenance des très généreuses Chine Populaire

Il est raisonnable de penser que l'ANS pourrait avoir d'ici fin 1989 un effectif total armé de 30.000 hommes. C'est ce noyau qui, comme un puissant aimant, va attirer les autres éléments armés, en particulier ceux de Phnom-Penh. Ceux-ci viendraient rejoindre l'ANS avec leurs armes et bagages. Nous ne serions pas loin alors des 60.000 combattants (ANS) en 1990, date fatidique. Cette très forte armée khmère sihanoukiste et nationaliste, décidée surtout à empêcher toute nouvelle guerre civile ou autre de se reproduire au Cambodge, assistée par une IPKF suffisamment nombreuse en tant que témoins étrangers et, enfin, supervisée par une GIC, permettrait d'atteindre les objectifs que Papa (c'est-à-dire Norodom Sihanouk, NS) a spécifiés dans son Editorial (de Mars-Avril 1988) et dans sa "solution N° 1".

(...) Avec un effectif total de 50.000 ou 60.000 hommes armés, l'ANS sera suffisamment forte pour inmanquablement attirer le soutien massif de notre peuple et ce d'autant plus que Papa sera à la tête de cet édifice. Il est évident que le plus dur reste maintenant à convaincre les pays que Papa a très justement énumérés (dans son Editorial) de la justesse, voire de l'absolue nécessité d'une telle solution si l'on voulait vraiment terminer ce conflit. Mais ces pays amis le voudraient-ils vraiment ? "

x^xx

suite page C

Excellences,

Ma "Solution N° 1". Je ne cherche pas à Vous l'imposer. Mais elle s'impose si Vous-mêmes et Vos peuples décident réellement déstabiliser le Colonialisme vietnamien au Cambodge et assurer en même temps le sauvetage du peuple-martyr du Cambodge tant face au danger mortel de la Vietnamisation que face au danger plus mortel encore du retour du Polpotisme khmer rouge au pouvoir absolu au "Kampuchea".

Or vis-a-vis de certains Sponsors du GCKD, l'ANS (qui est la seule armée de la Résistance anti-vietnamienne à ne pas violer les droits de l'homme, à être aimée du peuple khmer à l'intérieur du Cambodge et à se battre réellement pour le salut national) reste la "mal-aimée" et la moins favorisée d'entre les armées du GCKD.

L'armée du FNLPK, divisée, en déliquescence même, "inopérationnelle" et ... violant constamment les droits de l'Homme, reçoit, proportionnellement (je parle ici des effectifs des combattants réels), bien plus d'aides (financières, matérielles, etc ...) que ne reçoit l'ANS de certains Sponsors du GCKD.

Quant à l'armée khmère rouge, n'en parlons pas ! Elle est, et de très loin, la plus "chouchoutée" par les plus importants Sponsors du GCKD.

Je dois faire cette triste constatation.

Mais croyez-moi, Excellences, je ne suis pas triste pour "mon Sihanoukisme" mal-aimé, mais pour le malheureux peuple khmer dont tant de puissances étrangères affirment vouloir assurer le sauvetage.

La plupart des Sponsors du GCKD ont-ils déjà oublié leur amère et humiliante expérience acquise dans les années 1970-1975 lorsqu'ils soutenaient et aidaient, d'une façon bien peu clairvoyante, la minable, anti-populaire, archi-corrompue, dictatoriale et incapable "République Khmère" ?

suite page D

Ce n'est pas en répétant une telle catastrophique erreur qu'on pourra éviter une nouvelle catastrophe au Cambodge et ... pour soi-même.

Respectueusement Vôtre,

K. Gil

Pyongyang, le 20 Mai 1988



Military aid for Pol Pot allies confirmed

THE GOVERNMENT has admitted for the first time that it gave military training to armed Cambodian resistance forces for six years in the 1980s.

The admission brought immediate charges from the Labour front bench that it had indirectly assisted the Khmer Rouge — led by the notorious Pol Pot — by its help to non-communist insurgents against the Vietnamese-backed regime in Phnom Penh.

A written answer from Archie Hamilton, the Armed Forces Minister, revealed that the training had been halted

By Donald Macintyre

in 1989. But it confirmed for the first time widespread reports that Britain had trained the Armée Nationale Sihanoukienne (ANS), headed by Prince Norodom Sihanouk, and the Khmer People's National Liberation (KPNL).

The official answer coincided with the announcement that both the Khmer Rouge, forced out of Phnom Penh 12 years ago after the murder of up to two

million people, and the two non-communist factions are to return to the Cambodian capital to form a Supreme National Council.

Under the terms of an agreement reached in Thailand on Tuesday the council, which will be chaired by Prince Sihanouk, is intended to represent Cambodia's sovereignty until elections can be held to form a new government.

Mr Hamilton's statement repeated that "there has never been and will never be any British assistance or support, military or otherwise, for the

Khmer Rouge". But by confirming that Britain trained the ANS and the KPNL, Mr Hamilton's answer contrasts with the earlier refusal by Foreign Office ministers under the Thatcher administration to be drawn on whether Britain had helped other participants in the Cambodian civil war.

Mr Hamilton said that "in accordance with normal practice" he could give no further details of the training. It is widely believed that it was carried out by the SAS.

Mr Hamilton disclosed that the train-

ing had started in 1983, earlier than previously thought. Since 1989, he said, "Her Majesty's government have not been involved in any way in training, equipping or supplying the forces of any of the Cambodian parties."

Martin O'Neill, Labour's defence spokesman, said that both the KPNL and the ANS forces had fought "side by side with Khmer Rouge with the common objective of gaining control of Cambodia".

He added: "The Government has therefore indirectly helped Pol Pot and

the Khmer Rouge in their attempt to regain power. No excuse can justify this inhumane policy. The British electorate at the next election will ensure that Britain never again helps mass murderers like Pol Pot."

Mr Hamilton's written answer says that the purpose of British training for the non-communist resistance was "to strengthen the position of those forces in relation to the more powerful forces of the Khmer Rouge and in their struggle against the Vietnamese-imposed regime in Phnom Penh".

The disclosure by Mr Hamilton is bound to renew controversy over long-held claims by the journalist John Pilger that British special forces had directly assisted the Khmer Rouge. Mr Pilger, who has made two television documentaries on Cambodia, is already being sued for defamation by two former serving British officers over the claims.

The Labour front bench has not alleged that British assistance was being given directly to Khmer Rouge, and the Government has consistently denied such claims.

Prince Sihanouk's role in Cambodia's peace

From Mr Derek Tonkin

Sir: You headlined your report (27 June) about British military training for the non-communist resistance in Cambodia "Military aid for Pol Pot allies confirmed". Pol Pot has no allies, and most certainly not Prince Sihanouk, who lost three daughters, two sons and 14 grandchildren during the holocaust of Khmer Rouge rule from 1975 to 1979.

It was only with great reluctance that Sihanouk entered into a political "coalition" with the Khmer Rouge in 1982. As Sihanouk himself has acknowledged, he saw no other way to secure international status and to ensure that the Chinese provided arms to his faction.

The same report quoted the Labour defence spokesman, Martin O'Neill, as saying that KPNLF [Khmer People's National Liberation Front] and ANS [Armée Nationale Sihanoukienne] forces had "fought side by side with the Khmer Rouge with the common objective of gaining control of Cambodia" and "the Government

has therefore indirectly helped Pol Pot and the Khmer Rouge in their attempt to regain power".

This view, if correctly reported, has no basis in fact. The KPNLF and the ANS have never fought "side by side" with the Khmer Rouge. The three resistance factions have spent most of the past 12 years in mutual recrimination. Their coalition is fractious and unstable. Sihanouk in particular has complained of constant Khmer Rouge ambushes and assassinations of his troops.

After the withdrawal of the main Vietnamese combat forces from Cambodia, in late September 1989, and indeed after British military training had ceased, the non-communist resistance found itself being enticed into military co-operation with the Khmer Rouge. Generally this was resisted, but in 1990 there were isolated reports of local tactical co-ordination, notably between ANS and Khmer Rouge troops. These reports, though few and far between, caused concern in the United States. They were thor-

oughly investigated both by the administration and openly in Congress and the conclusion was reached that there might have been a few instances of military liaison between local commanders, but overall there was no evidence of strategic planning and central command and control.

Were it not for the moral and material support Prince Sihanouk has received over the years, his faction would have been overwhelmed by the Khmer Rouge. It is also doubtful if the KPNLF could have survived. The struggle for Cambodia would now be solely between two communist factions. As it is, the Cambodian people have the choice of a non-communist alternative. The importance of Prince Sihanouk to the peace process has been well illustrated this week at the talks in Thailand, where the pressure exerted on the Khmer Rouge by the prince has been abundantly apparent.

Yours sincerely,
DEREK TONKIN
Worplesdon, Surrey
27 June

The writer was British ambassador to Thailand, 1986-89.



Norodom Sihanouk of Cambodia

Beijing, 14th July 1991

His Excellency Mr. Derek Tonkin, CMG,
Heathfields,
Berry Lane,
Worplesdon,
Guilford,
SURREY GU3 3PU,
United Kingdom.

Your Excellency,

I have today read a copy of your letter published in THE INDEPENDENT of 29 June 1991, in which you kindly explain the real facts concerning the so-called "alliance between the Sihanoukist forces and the Khmers Rouges".

I would like to express to Your Excellency my warmest personal thanks for your fairness towards me and my followers. It is sad to see how Cambodian history is being re-written to satisfy the political bias of certain journalists and politicians. That is why I particularly appreciate your fair and equitable intervention with the press of your great country.

Under separate cover, I am sending to you an Album of the Achievements of the Sangkum Reastr Niyum in the 1950s and 1960s, which should be of interest to Your Excellency.

Princess Monique joins me in sending to Mrs Tonkin and Your Excellency our warmest regards with the assurances of our highest consideration.

H. Cille

[Note by Derek Tonkin. The press report below is of particular interest because it records what "was believed to be the first time that the non-communist resistance joined in such a large military operation with the Khmer Rouge against the Phnom Penh troops". The report records that the KPNLF "were compelled to seek Khmer Rouge support because they had run out of ammunition". In other words, this was the first time since the non-communist resistance (NCR) was formed after the Pol Pot Khmer Rouge regime was expelled by Vietnamese forces in January 1979 that any major operation was coordinated between the NCR and the Khmer Rouge, in over ten years, and then only for good reason.]

Bangkok Post Weekly – 29 March 1991

Khmer Rouge help resistance allies fight back

THE Khmer Rouge joined in military operations with a US-backed resistance group for the first time to halt an offensive by the Vietnamese-backed government, a Thai military source told UPI on March 18.

A border officer, who asked not to be identified, said the Khmer Rouge forces provided arms and battle assistance to the Khmer People's National Liberation Front (KPNLF) for the first time in fighting over the previous week in northwestern district of Thmar Pouk.

He said the assistance of the Khmer Rouge forces helped the KPNLF to recapture ground lost to a recent drive by Phnom Penh government troops.

"This recapture is due to the help of thousands of Khmer

Rouge soldiers," he said.

The officer said the combined resistance operation has forced government troops to retreat to about 10km from Thmar Pouk.

KPNLF officials in Bangkok were not immediately available to comment on the report.

Late the previous week more than 2,000 Cambodian government troops backed by tanks, armoured personnel carriers and rocket launchers, mounted an offensive against Thmar Pouk and nearby "liberated zones" controlled by the KPNLF.

Although there has been informal battlefield cooperation before, it was believed to be the first time that the non-communist resistance joined in such a

large military operation with the Khmer Rouge against the Phnom Penh troops.

The United States, which provides official aid to the KPNLF, has repeatedly warned the group against military cooperation with the Khmer Rouge, who are blamed for the deaths of some 1 million people during their 1975-1979 rule.

A KPNLF officer told reporters at the Thai-Cambodian border that his troops were compelled to seek Khmer Rouge support because they had run out of ammunition.

"We must help each other otherwise we will have no place to stay. If they did not help us, they would have been the next to be attacked," the resistance

officer said.

Both Phnom Penh and the resistance have suffered heavy casualties in the fighting, the Thai officer said.

For the first time, resistance fighters have been using tanks and heavy artillery extensively against government forces in the northwest region, officials from both sides told AP.

In the past few months, the guerrillas have launched "large-scale offensives with the use for the first time of several tank units and 155mm and 130mm heavy artillery pieces against our positions," the Phnom Penh government's SPK news agency on March 18 quoted Foreign Minister Hor Nam Hong as saying.



Bangkok July 18, 1990

Your Excellencies,

In making this appeal to your august assembly of representatives of the world's largest and most important democracy, I am associating myself with the aspirations of the majority of the Cambodian people, who are yearning for real freedom, true independence and democracy.

In this regard, the Non-Communist Resistance (NCR) is the hope of these people, a hope made possible, thus far, of western liberal nations, in particular, the United States of America.

It would therefore be a tragedy of historical proportions for Cambodia if the West, in particular the US, should decide, now, to withdraw their vital support, just when the Non-Communists are making significant and unprecedented headway in Cambodia.

Doing so would be as if, the US were shy to championing the cause of freedom to success; pulling back now will also send a wrong message to the world and Vietnam, that the US retrospectively condones the cannabalisation of weaker nations by stronger ones.

The NCR is still the best and only alternatives to the KR and their former associates now in Phnom Penh. The NCR is holding and independently administering significant liberated zones in Cambodia, and this has been verified by many journalists who were able to visit these zones. Here, the freedom and basic human rights of the individual, denied by BOTH the KR and the Vietnamese-installed Phnom Penh regime, have been restored and returned to the people.

Moreover, in areas where the ANKI is strong, ANKI troops have opposed and arrested KR troops who abuse the people and their rights.

In the NCR liberated zones, civic action, much thanks to Solarz's aid, has helped return life to near normalcy. The populace understands that this help comes from the West and the US and looks towards the West for continued support to the Non-Communists to keep their dream alive-- dream that one day in the not-too-distant future, through a political settlement in

which the Non-Communists' voice can be heard and will be respected, all of Cambodia can experience this freedom that they, and increasing number of others, are now enjoying.

It would be presumptuous and a serious flaw in understanding the Cambodian situation and sentiments to think that if the West should curtail their aid to the Non-Communists, the latter could be forced to work with the Vietnamese-installed Phnom Penh regime.

The NCR will never collaborate with that regime, because not only are its leaders former Khmer Rouges who were also involved in the crimes against humanity, but they have betrayed the country to classical enemy. But for the lack of adequate and necessary support, the NCR would not have remained a day in the same coalition with the Democratic Kampuchea party: it has been the great misfortune of the Cambodian people that their western friends had not demonstrated a support that would enable the NCR to be strong and thereby free from others' coercions.

However, even with the present limited support, with the support of the people, the NCR has managed to stand up to both the KR and the Phnom Penh regime.

If the West and US were to reduce or cut even this whatever little they are providing to the Non-Communists, the result is obvious: the areas currently under the NCR control will be lost to the Hun Sen's army, but to the KR which is the stronger of the two.

Thus, it is the NCR who is the real bulwark against the KR, and not the Phnom Penh regime as Vietnam would like the West to believe.

Hoping that these explanations would be helpful for the American people's understanding of our tragedy, please allow me, once again, to renew my sincere congratulations and sympathy towards the American people for their compassion shown towards the unfortunate people of Cambodia.

Please accept, Your Excellencies, the assurances of my high consideration.

Norodom Ranariddh
Personal Representative of
HRH Samdech Preah Norodom Sihanouk
in Cambodia and Asia.

H R H Prince Norodom Ranariddh

S.E. Derek TONKIN
"Heathfields"
Berry Lane,
Worplesdon,
Guildford.
Surrey, GU3 3PU
United Kingdom

Bangkok, le 21 mai 1991

Excellence,

C'est avec grand plaisir que j'ai pris connaissance de votre aimable et importante lettre du 5 janvier dernier. Je suis extrêmement désolé de n'avoir pas eu le temps de vous répondre plus tôt et vous demande de bien vouloir m'en excuser.

C'est avec beaucoup d'intérêts et de reconnaissance que je lis les échanges de lettres dans "The Independent" et "The Guardian". Tout en vous exprimant ma sincère admiration pour les arguments très pertinents que vous avez avancés pour contrer M. Pilger, je suis peiné de voir l'efficacité avec laquelle un pur charlatan a su utiliser les instruments que lui offre la démocratie libérale et, qui plus est, pour servir l'autre "démocratie" !

A ma connaissance Khun Trasvin Jittidecharaks n'a pas encore pris contact avec mon Bureau. Mais croyez bien que nous l'aiderons dans la mesure de nos moyens pour mener à bien les travaux de publication de l'ouvrage que vous avez produit.

J'épouse entièrement votre point de vue sur le Vietnam et les relations entre l'adoption éventuelle du pluralisme dans ce pays toujours fermé, du moins idéologiquement, et le règlement du conflit du Cambodge. Il convient enfin de souligner que jusqu'à présent Hanoi et Phnom Penh continuent à émettre d'innombrables réserves concernant les dispositions les plus pertinentes du "Projet de règlement" du 26 novembre 1990. Ces réserves ainsi que les violations incessantes par les troupes de Phnom Penh du cessez-le-feu volontaire, n'autorisent pas à beaucoup d'optimisme en ce qui concerne la prochaine réunion de Djakarta.

សូមឯកឧត្តម មេត្តាទទួលនូវការបញ្ជាក់ជូនជាថ្មីម្តងទៀត របស់កិរិយាខ្ញុំ និងខ្ញុំផ្ទាល់នូវមនោសញ្ចេតនា
គោរព រាប់អានខ្ពង់ខ្ពស់ និង ស្មោះស្ម័គ្រ ជាអមតៈ ។

NORODOM Ranariddh

Derek Tonkin CMG
Adviser on Thailand, Vietnam, Cambodia, Laos

Tel. 0483 232955
Fax. 0483 233161

Heathfields
Berry Lane
Worplesdon
Guildford
Surrey GU3 3PU

S.A.R. Prince Norodom Ranariddh
Représentant Personnel de
S.A.R. Prince Norodom Sihanouk au Cambodge et en Asie
Bangkok

Londres, le 8 juin 1991

(Par Fax)

Altesse,

Je m'empresse de répondre à l'aimable lettre de Votre Altesse Royale du 21 mai qui m'est parvenue pendant la réunion de Jakarta que j'ai suivie de près. Selon M. Arsa Sarasin, ministre des affaires étrangères de la Thaïlande, qui était de passage à Londres le 5 à 6 juin, la Chine a mis même pour la première fois une certaine pression sur les "Khmers Rouges" pour se montrer un peu plus raisonnable.

Le procès en diffamation qui a été intenté à M Pilger par deux visiteurs britanniques invités par les autorités de Phnom Penh pour observer le départ du gros des troupes vietnamiennes de votre pays fin septembre 1989 est prévu pour le 1 juillet 1991. M. Pilger dirige tous ses efforts en ce moment pour convaincre le public britannique que les forces armées des Khmers Rouges sont de fait intégrées avec les forces armées de l'ANKI et du FNLPK sur le plan de logistique, d'instruction militaire, des renseignements, de l'interrogation des prisonniers, et des décisions tactiques. Il m'accuse même de savoir très bien que des troupes khmères rouges sont parfois vêtues en uniformes sihanoukiennes avec l'accord de l'ANKI.

La vérité a été bien précisée dans le rapport officiel présenté au Congrès des Etats Unis le 28 février 1991. M. Pilger tâche surtout de montrer que l'aide militaire (qui jusqu'à présent n'a pas été admis par le gouvernement britannique) donné aux forces armées de l'ANKI et du FNLPK a directement soutenu les "Khmers Rouges", même que les Khmers Rouges vêtus à la sihanoukienne ont reçu l'instruction militaire du part des instructeurs anglais. Je ne peux pas nier cela au Tribunal dans ma capacité de témoin expert sans admettre publiquement que nous avons donné de l'instruction militaire aux forces cambodgiennes quelconques.

Selon le rapport officiel américain susmentionné, Votre Altesse Royale a adressé à M. Stephen Solarz des assurances formelles qu'aucune coopération effective n'existe entre l'ANKI et les forces armées des Khmers Rouges. Une telle lettre, que je pourrais utiliser dans le cadre du procès,

serait d'une importance énorme pour convaincre le jury britannique que "l'intégration" des forces militaires de la Résistance n'est qu'un mythe inventé pour jeter du discrédit sur les deux armées non-communistes.

J'hésite vraiment de solliciter le soutien de Votre Altesse Royale. Je voudrais seulement demander s'il existe une déclaration publique du FUNCINPEC sur cette question et que je pourrais utiliser au Tribunal à partir du 1-ier juillet.

Je vous prie d'agréer, Altesse, l'expression de mes sentiments distingués. En même temps j'envoie mes salutations respectueuses à la Princesse Marie.



(Derek Tonkin)





Bangkok le 13 Juin 1991

Excellence,

Je vous remercie infiniment de votre aimable et importante lettre du 8 Juin 1991. A nouveau permettez-moi de vous exprimer ma plus profonde gratitude pour tout ce que vous avez fait et continuez à faire pour nous aider dans notre combat si difficile pour l'indépendance et la paix du Cambodge.

Concernant le procès ou l'affaire Pilger, je peux affirmer avec force et clarté, en ma qualité de Commandant Suprême de l'ANKI, que Jamais il y a eu et il y aura une intégration quelconque entre les forces Khmers Rouges et les forces Sihanoukistes dans les domaines de la logistique, de l'entrainement et de la tactique.

Depuis toujours notre armée est indépendante et distincte de celle des Khmers Rouges. Nos officiers et nos combattants sont très fiers de l'être!

Veuillez avoir enfin la bonté de recevoir quelques documents qui, je l'espère, pourraient vous être utiles dans le cadre du procès Pilger.

Avec ma gratitude renouvelée, je vous prie, Excellence, de croire aux assurances de mes sentiments les plus distingués et cordiaux.

Norodom Ranariddh

PS: La Princesse Marie, très touchée, me demande de vous faire part de ses meilleurs souvenirs

H.E Derek Tonkin
Adviser on Thailand, Vietnam, Cambodia. Laos

Heathfields - Berry Lane
Worplesdon
Guildford
Surrey GU3 3PU

England

សហមុខប្រយុទ្ធជាម រដ្ឋប្បវេណី កម្ពុជា ឯករាជ្យ ចរិត មួយភ្លែត ស្តី ប៉ុន្តែ មិន ប្រយុទ្ធរឺ

FUNCINPEC



Front Uni National pour un Cambodge Independent, Neutre, Pacifique et Cooperatif
National United Front for an Independent, Neutral, Peaceful and Cooperative Cambodia
OFFICE OF THE PERSONAL REPRESENTATIVE
OF HRH SAMRITCH PREAH NORODOM SIHANOUK IN CAMBODIA AND ASIA

NATIONAL ARMY OF INDEPENDENT CAMBODIA
OCTOBER 30th ,1990

Attention: H.E. Ambassador
DEREK TONKINOMG

CLARIFICATION

BKK, 20 June 1991

The ANKI wishes to strongly deny a report by the Associated Press (AP) Monday 29th,1990 which suggested that the Sihanoukian forces are "fighting alongside" the forces of the Khmer Rouge in Svay Leu district of Siemreap province.

The ANKI operations in Svay Leu have involved two of its Brigades, the 3rd and the 6th. The Khmer Rouge units stationed around the area have not been invited and did not involved themselves in the fighting.

The ANKI wishes to bring to the attention of the local and international press on the important changes in the languages of Democratic Kampuchea Radio broadcasts in recent months.

The ANKI has issued a press release dated October 25th 1990, and announced that we have overran Svay Leu district seat on October 25th at 5.30 a.m.

The Khmer Rouge radio broadcasted on October 29, 1990 that "The Cambodian National Resistance" has liberated Svay Leu district seat in Siemreap province.

The NCR (Non-Communist Resistance) would like to remind our distinguished readers that since last year, KR radio no longer mentions the NAOK (KR) but rather only Cambodian National Resistance.

The fact that Democratic Kampuchea radio mentions only "Cambodian National Resistance" does not mean that there are joint military operations between the NCR and KR, neither that the KR participated, either alone or at all.

The ANKI therefore wishes to call upon the distinguished members of the Press not to misquote or link our reports with that of the Democratic Kampuchea Radio.

Your Excellency:

It was with great honour and pleasure for me to receive Your Excellency's two last FAX. I will try my best to seek advice from some of my elder brothers on the person Your Excellency asked me about and to reply you later. Personally, I can assure Your Excellency that what Your Excellency mentioned on that person was correct. But the truth is not exactly as what was written so far. The correct news I used is to refer to the writing!

FAX : (662) 2869158 TLX : 84777 ANS TH TEL : 2863316, 2863317 O. BOX 12-1014 SUAN PHLU BANGKOK 10120

Please find herewith the text of our Clarification issued last October 1990 concerning one of the many accusations against our ANKI.

Respectfully Yours,

Truong Meah 28

JNCINPEC



Front Uni National pour un Cambodge Indépendant, Neutre, Pacifique et Coopératif
National United Front for an Independent, Neutral, Peaceful and Cooperative Cambodia
OFFICE OF THE PERSONAL REPRESENTATIVE
OF HIRI NORODOM SIHANOUK IN KAMPUCHEA AND ASIA

Ref. : 0520/HR/GA/90

Bangkok, July 10th, 1990

FILE

Honorable and dear friend :

Following the last very important talk I have with you in my capacity of Supreme Commander of the Sihanoukist forces, I now solemnly pledge with you the followings :

I. Inside Cambodia, our political activities are always clearly distinct from those of the Khmer Rouge, because, otherwise, your credibility with our own people will suffer. It is absolutely not in our interest to have anything to do with the Khmer Rouge let alone political activities. In some liberated zones in Siemreap, we start to have some difficulties with the Khmer Rouge who tried to set up their own political and administrative structures in zones belonging to us.

In the military level, we did not and do not plan to have any policy of conducting joint military operations with the Khmer Rouge. If, in the past, there were reported some so-called cooperations between us and the Khmer Rouge, because there were operations led by the two movements in the same province at the same period of time.

II. In the past as well as in the future, neither our military units nor our men have been or will be under the command of any Khmer Rouge commanders of any ranks at all. Our men and commanders are too proud to be placed under the Khmer Rouge's command.

III. In the past as well as in the future there was not and neither there will be military units who would have accepted or will agree to serve or to fight in operations led by the Khmer Rouge.

IV. Never in the past, we have supplied the Khmer Rouge with weapons or military gear. Besides, we never have enough for our own use, either weapons, ammunitions or other military materials, so we cannot afford to provide things to the Khmer Rouge who are rich and have plenty of everything.

It is true that in the past the Khmer Rouge provided us, four times, with ammunitions, but they were not free gifts, they were loans made by the Chinese Embassy in response to our dire poverty and urgent need in ammunitions. During the last ten years of war, it was the first time that the Chinese made that kind of loans.

V. Personally, during the discussions I have had with Hun Sen, I have never discussed with him matters related to common strategy or common ANS/KR operational schemes. At the local level, or on the ground, I do not deny that it could there exist meetings between our commanders and some KR commanders. But I shall give strict instructions, in order that henceforth, no further contacts or common operational plans are undertaken.

VI. I would like, however, that you kindly listen attentively the report of the Associated Press' Journalist, Mr. Nathaniel Thayer, son of a former US Ambassador, who has just returned from of one month-long trip to Kompong Thom region. This eye-witness report should be extremely useful in your struggle at the Capitol Hill to help us, and I would like this eye-witness report to be considered as one of the documents of the dossier to be used during the hearings in the House of Representatives.

This eye-witness report shall show you that there exists a very large ANS liberated zone, that we are alone and stronger than the Khmers Rouges and, above all, that the people supports us and have need of us. It is clear, from this eyewitness-report, that if we are sufficiently strong, we shall be able to protect them efficiently, from the KR and from the pro-Vietnamese, former KR. "The people are not afraid of the Khmer Rouges, because they know that in Kompong Thom, the ANS is strong enough to protect them.", just to quote from AP journalist. Should we be forced by the US Congress to abandon them, one day ?

This same eyewitness report will also show you that people which, on the one hand, is frightened of the KR and, on the other, does not want Hun Sen's regime, will come massively towards us, if we have an efficient program of Civic Action. It is on this point that the United States of America could assist us efficiently to counter the KR and not by liquidating its own friends, that is to say the non-communist nationalists.

With my respectful regards to Madame Solarz, please accept, my dear friend, the renewed assurances of my deepest and everlasting gratitude and personal admiration.

N. Ranariddh
Norodom Ranariddh
Personal Representative
of Samdech Preah Norodom
Sihanouk in Cambodia and
Asia

Honorable Stephen Solarz
US House of Representatives
U.S.A.



REF: 0105/HR/CA/91

January 25th, 1991

I hope that Your Honorable has received my last letter of January 4th, in which I kept Your Honorable informed of the FUNCINPEC's firm support given to the Draft Agreements of November 26, 1990, which were elaborated by the two Co-Chairmen of the Paris International Conference on Cambodia and the Five Permanent Members of the United Nations Organization, and the positive outcome of the 21-22 December 1990 Paris meeting.

I am now writing to Your Honorable to reiterate my position on the so-called collaboration between our army with that of the Khmer Rouge. Either intentionally or unintentionally, that unjust blame laid on us would only serve the enemy of Cambodia !

As promised in Hong Kong, when I last met Your Honorable, I gave and continue to give very strict orders to all my field commanders not to have any form of collaboration with Khmer Rouge.

However, in order to be clear and fair to all, I am now ready to invite American investigators, maybe of Asian origin to facilitate their entry, to go with our ANKI to see with their own eyes and to listen with their ears to the Cambodians living in the ANKI controlled zones in order to do justice to our army and movement.

Your Honorable and Dear Friend :

You are well aware of the fact that the Khmer Rouge are not at all afraid of or impressed with our military forces, but rather, they really are with our political strength.

The combined elements between the UN Blueprint and the new USAID assistance programme designed to foster the Community development are, therefore, our formidable political forces.

What I do worry about is that Khmer Rouge who know very well how to exploit the mass media may use their radio to broadcast false news of collaboration between their army and ours in order to pave the ways for those US Senators and Congressmen who are not friendly with us to liquidate our movement for them

by cutting the precious US assistance.

To cut US assistance programme provided to the non-communist fighters by relying only upon unfounded or fabricated news is "to kill" one's own friend for the enemies !

Indeed, how could we forbid the Khmer Rouge to roam in the Cambodian territory ? Should we be responsible for the presence of a few Khmer Rouge fighters going around to visit their relatives in our controlled zones ? Of course, we cannot be held responsible for such wanderers !

Finally, due to the present Gulf crisis, I plan to go to the States at the end of February only. May I have your kind advice ? I count on Yours and that of our Ambassador Sisowath Sirirath.

Norodom Ranariddh
Personal Representative

H.E. The Honorable Congressman
STEPHEN J. SOLARZ
Chairman
Subcommittee on Asian and Pacific affairs
House of Representatives
Washington DC 20515
U.S.A.

*Report to Congress
28.2.91*

CAMBODIA: THE QUESTION OF NON-COMMUNIST RESISTANCE MILITARY COOPERATION WITH THE KHMER ROUGE SINCE 1986

This report is made pursuant to Section 562A(b)(3) of the Foreign Operations, Export Financing, and Related Programs Appropriations Act for FY 1991. That section provides:

Not later than January 1, 1991, the President shall submit to the Speaker of the House of Representatives and the President pro tempore of the Senate an unclassified report describing the extent of military cooperation since 1986 between the Khmer Rouge and any individual group or faction of the noncommunist resistance.

This Administration takes very seriously the question of possible cooperation between the Cambodian Non-Communist Resistance (NCR) and the Khmer Rouge (KR), since one of our primary policy objectives is to prevent a Khmer Rouge return to power in Cambodia. We find the Khmer Rouge's purposeful attempts to maneuver the NCR into cooperative military activities especially disturbing. We have followed these and other developments in Cambodia as closely as possible, relying on the limited technical and human sources available to us. Some of the latter have proved to be reliable; others are new or not fully tested; and none of them is first hand.

The three resistance groups opposing the regime in Phnom Penh -- the Sihanoukist National Army (ANS), the Khmer People's National Liberation Front (KPNLF) under Son Sann, and the Khmer Rouge -- formed their Coalition Government of Democratic Kampuchea (CGDK) in 1982 under the sponsorship of China and the ASEAN states. The CGDK's goal was to oppose both Vietnam's military occupation of Cambodia and the regime installed by Vietnam in Phnom Penh. The United States never recognized the CGDK nor its 1990 successor, the National Government of Cambodia, as the legitimate government of Cambodia. The United States has supported the two Non-Communist resistance groups, the ANS and the KPNLF, in order to encourage a political settlement of the conflict and to provide the Cambodian people a non-Communist alternative in such an eventuality.

Despite its common goal, throughout the decade of the 1980s the CGDK was only an uneasy political alliance, divided by the deep-seated animosities within each faction internally

- 2 -

and in relationships among the factions -- including continuing suspicion of the Khmer Rouge by the Non-Communists. Each resistance group maintained its own armed force, with separate bases, command structures, and operational planning. Although there was an effort by the Khmer Rouge to form a Joint Military Committee in 1986, there is little evidence that this committee or any of its nominal successors ever played a significant leadership role.

From 1986 until 1989, during the last years of the full Vietnamese military occupation of Cambodia, the resistance forces were involved in generally small-unit guerrilla activities, and there was little reporting of joint or parallel military activities involving the Non-Communist Resistance and the Khmer Rouge. During this period, indeed, both Non-Communist groups faced serious and continuing security problems resulting from repeated Khmer Rouge attacks against their forces. After a series of such clashes between the Khmer Rouge and the forces of Prince Sihanouk in the dry season of 1986-87, Prince Sihanouk charged that the Khmer Rouge "repeatedly ambushed and killed (his) troops." By 1988 he was accusing the Khmer Rouge of waging "a minor civil war" against his supporters, saying they "now want to wipe out the Sihanoukists." Reports of armed clashes between the Khmer Rouge and members of the NCR continue to the present.

After the withdrawal from Cambodia of the Vietnamese main force combat units at the end of September 1989, military activity by each of the three resistance groups increased. This higher level of activity led to greater international attention to the threat of a Khmer Rouge military resurgence. The Khmer Rouge began to use persuasion and pressure to promote joint military operations with the Non-Communist Resistance, hoping to defuse these international concerns by placing Khmer Rouge activities under a general "resistance" rubric. The Khmer Rouge radio began regularly to cite "joint resistance" battlefield activities as part of its propaganda effort. As this effort continued and as the military activities undertaken by the resistance groups increased, reports began to surface, as early as autumn 1989, of tactical military cooperation, generally between units of the Khmer Rouge and some units of the ANS.

Even after the autumn of 1989, the overall level of military activity in Cambodia remained limited, reflecting the nature of guerrilla military operations and the low level of combat. Where the military activities of the three resistance forces have overlapped during the past year, they have nonetheless been politically competitive. In fact, the ANS has

- 3 -

followed a deliberate policy of operating in the same regions as the Khmer Rouge, in part to prevent that group from having unchallenged political access to the local population. The ANS presence in many areas, however, has been at the sufferance of the Khmer Rouge. The KPNLF, in contrast, has kept its activities very distinct from those of the Khmer Rouge, generally limited to the KPNLF's "Liberated Zone" in northwestern Cambodia. There has been a consistent level of antipathy between the troops of these two factions, except in Kompong Thom Province, where there have been some reports of logistical support.

As a matter of policy, this Administration has been and remains strongly opposed to any form of tactical or strategic military cooperation between the Non-Communist Resistance and the Khmer Rouge. We have emphasized repeatedly to both Non-Communist military leaders, ANS Commander Prince Ranariddh and General Sak Sutsakhan of the KPNLF forces, our profound opposition to any cooperation with Khmer Rouge forces at the tactical or strategic level and the importance of their maintaining positions fully independent of the Khmer Rouge. Both Prince Ranariddh and General Sak wrote to Congressman Solarz in July 1990 confirming that no U.S. aid has gone to the Khmer Rouge and outlining the clear directives they had sent to their field commanders to ensure against any such diversion or military cooperation.

After these pledges were given, reports of military activities, including reports of tactical battlefield cooperation, decreased, reflecting, in part, the low level of recent battlefield activity within Cambodia -- the result of an abnormally late and heavy rainy season, a high incidence of malaria in the Thai-Cambodian border area, and the shift in attention of the resistance groups to the negotiating process and to the support of their civilian populations.

The evidence available to date does not substantiate a judgment that the NCR and the Khmer Rouge have been fighting as an integrated force, or that the NCR has been fighting under Khmer Rouge command. Nor is there evidence that the senior leaderships of the NCR and the Khmer Rouge are cooperating in strategic planning. At the tactical level, however, there have been reports of use by some ANS units of Khmer Rouge supplies and logistical lines when they were operating in the same areas, and reports that certain ANS units have fought in the same areas as, or conducted coordinated attacks with, the Khmer Rouge.

We recognize the vulnerability of the marginally funded and supplied Non-Communist forces to pressure from the

- 4 -

well-equipped Khmer Rouge to accept supplies. The NCR has faced periodic shortages of ammunition during the past year as the two groups have tried to establish base areas for themselves. Given the relatively weaker military capabilities of the Non-Communist forces and the superiority of Khmer Rouge supplies, any military benefits of activities that might constitute cooperation would have accrued largely to the NCR units.

With the advent of the dry season in late 1990, military activity, particularly along the Thai border, has increased. With this increase in fighting has come renewed reporting, including some accounts of communication, logistical aid, and coordinated attacks involving the Khmer Rouge and certain units of the ANS. This low-level battlefield coordination and parallel military activity has been reported in the Samraong area of northern Siem Reap-Oddar Meanchey Province.

Since the initiation of U.S. non-lethal assistance to the Non-Communist Resistance in 1985, through what has been known as the "Solarz Program," we have constantly reviewed our compliance with Section 906 of the International Security and Development Cooperation Act of 1985. This section bars the provision of assistance to the NCR which has the purpose or effect of sustaining, promoting, or augmenting the combat capacity of the Khmer Rouge directly or indirectly. Nothing would be more abhorrent to the President or the Secretary of State than having any U.S. aid end up in Khmer Rouge hands or indirectly assisting that murderous group.

Repeated assessments by the Administration of this issue, in the context of our periodic reporting to the Congress, in each case has led to the judgment that none of our assistance since 1985 has been diverted to the Khmer Rouge, and that our non-lethal aid for the Non-Communists has not enhanced the combat capacity of the Khmer Rouge as prohibited by this section of the law. In fact, the Khmer Rouge has been much better supplied than the Non-Communist Resistance forces and would not have needed such assistance. So far as we can determine, our entirely non-lethal assistance has helped the Non-Communists to maintain their overall independence from the Khmer Rouge and thus their ability to play a role in a political settlement. One long-term goal of the Khmer Rouge is to reduce the conflict to a two-sided fight in which the KR would pose as the only genuine nationalist organization in the field. The KR could reach this goal either by destroying the NCR militarily or by cutting off its external assistance, thereby making the NCR extremely dependent upon the KR.

The very purpose of U.S. aid to the two Non-Communist Resistance groups has been to sustain them as a source of

- 5 -

pressure on the Vietnamese-supported occupation regime and to build up a Non-Communist political alternative to the Khmer Rouge in the expectation that this conflict -- which in our judgment is not resolvable by military means -- would eventually be resolved through political and diplomatic processes. The creation of such a political settlement process, of course, has been the primary preoccupation of the Administration's Indochina diplomacy since the summer of 1989.

We continue to monitor closely developments in Cambodia with respect to Section 562 and Section 906 and are continuing to review all reports of activities that might constitute military cooperation with the Khmer Rouge or promote, sustain or augment the Khmer Rouge's military capacity.

State Department Daily Press Briefing

March 25, 1991

Spokesman: Margaret Tutwiler

Q: Another subject matter, if I may: is the United States arming the Khmer Rouge? There's some charges made today.

Ms. Tutwiler: No. Those charges have been made before. We see them from time to time. There is no truth whatsoever to this charge. As we have stated repeatedly, the United States has never supplied any weapons or other lethal military aid to any Cambodian faction. Our assistance to the non-Communist resistance has always consisted of non-lethal support, such as tents, uniforms and food.

Moreover, we have never provided any assistance to the Khmer Rouge, and we have taken great pains to ensure that none of our non-lethal assistance to the NCR has been diverted to the Khmer Rouge.

Q: Some arms were paraded in public.

Ms. Tutwiler: I don't know. I know that this comes up from time to time, or it has while I've been at the State Department, and this is consistently what our policy has been in the Bush administration. And, as I said, we take great pains to ensure that none of our non-lethal assistance gets into the hands of the Khmer Rouge.

SUBJECT: PRESS GUIDANCE: CAMBODIA - U.S. ASSISTANCE TO NON-COMMUNIST RESISTANCE

1. THE FOLLOWING GUIDANCE WAS PREPARED AND USED AT THE NOON PRESS BRIEFING, MARCH 25.

2. BEGIN TEXT:

Q: AT A RECENT PRESS CONFERENCE IN PHNOM PENH, REGIME OFFICIALS DISPLAYED U.S.-PRODUCED WEAPONS THEY CLAIMED HAD BEEN SUPPLIED BY OUR GOVERNMENT TO THE CAMBODIAN RESISTANCE, INCLUDING THE KHMER ROUGE. IS THERE ANY TRUTH TO THIS CLAIM?

A: THERE IS NO TRUTH WHATSOEVER TO THIS CHARGE. AS WE HAVE STATED REPEATEDLY, THE U.S. HAS NEVER SUPPLIED ANY WEAPONS OR OTHER LETHAL MILITARY AID TO ANY CAMBODIAN FACTION. OUR ASSISTANCE TO THE NON-COMMUNIST RESISTANCE (NCR) HAS ALWAYS CONSISTED OF NON-LETHAL SUPPORT SUCH AS TENTS, UNIFORMS AND FOOD. MOREOVER, WE HAVE NEVER PROVIDED ANY ASSISTANCE TO THE KHMER ROUGE, AND WE HAVE TAKEN PAINS TO ENSURE THAT NONE OF OUR NON-LETHAL ASSISTANCE TO THE NCR HAS BEEN DIVERTED TO THE KHMER ROUGE. END TEXT.

3. THE GUIDANCE WAS PREPARED TO ANSWER QUESTIONS RAISED BY A UPI ARTICLE BY SUE DOWNIE DATED MARCH 25 ENTITLED "CAMBODIA SAYS U.S. SUPPLIES WEAPONS TO THE KHMER ROUGE."

SUBJECT: PRESS GUIDANCE: CAMBODIA

1. THE FOLLOWING GUIDANCE WAS PREPARED FOR BUT NOT USED DURING THE NOON PRESS BRIEFING, FEBRUARY 28. 1991

2. BEGIN TEXT:

REPORT TO THE CONGRESS ON CAMBODIA

Q: WHAT IS THE REPORT TO THE CONGRESS ON CAMBODIA ABOUT?

A: THIS IS A REPORT MANDATED BY SECTION 562(A)(B)(3) OF THE FOREIGN OPERATIONS, EXPORT FINANCING, AND RELATED PROGRAMS APPROPRIATIONS ACT FOR FY 1991, WHICH REQUIRES THE PRESIDENT TO SUBMIT TO THE CONGRESS AN UNCLASSIFIED REPORT DESCRIBING THE EXTENT OF MILITARY COOPERATION SINCE 1986 BETWEEN THE KHMER ROUGE AND ANY INDIVIDUAL GROUP OR FACTION OF THE NON-COMMUNIST RESISTANCE.

(IF ASKED): AUTHORITY TO SUBMIT THIS REPORT WAS DELEGATED BY THE PRESIDENT TO THE SECRETARY OF STATE ON FEBRUARY 21, 1991.

(IF ASKED):

Q: THE LEGISLATION SAYS THE REPORT WAS DUE JANUARY 1. WHY IS IT SO OVERDUE?

A: THE REPORT WAS ORIGINALLY PREPARED IN TIME TO MEET THE JANUARY 1 DEADLINE. BEGINNING IN LATE NOVEMBER, HOWEVER, WE BEGAN TO RECEIVE NEW INFORMATION WHICH HAD A MATERIAL

BEARING ON THE SUBSTANCE OF THE REPORT. ~~IT TOOK SOME~~ ADDITIONAL TIME TO ANALYZE THIS INFORMATION AND REVISE THE MANDATED REPORT SO THAT IT WOULD BE AS ACCURATE AS POSSIBLE.

Q: DOES THE DEPARTMENT'S REPORT INDICATE COOPERATION HAS OCCURRED BETWEEN THE KHMER ROUGE AND THE NON-COMMUNIST RESISTANCE?

A: FIRSTLY, AS THE REPORT POINTS OUT, WE HAVE HAD TO RELY ON THE LIMITED TECHNICAL AND HUMAN SOURCES AVAILABLE TO US IN CAMBODIA, SOME OF WHICH HAVE PROVED TO BE RELIABLE, WHILE OTHERS ARE NEW OR NOT FULLY TESTED; NONE OF THEM IS FIRST HAND.

THE EVIDENCE OF COOPERATION ITSELF IS MIXED. OVERALL, DEEP-SEATED ANIMOSITIES EXIST BETWEEN THE KHMER ROUGE AND THE NCR. REPORTS OF ARMED CLASHES BETWEEN THE KHMER ROUGE AND THE NCR HAVE EXISTED FOR A NUMBER OF YEARS, AND CONTINUE TO THE PRESENT.

ON THE OTHER HAND, THERE ARE SOME REPORTS OF ALLEGED TACTICAL BATTLEFIELD COOPERATION BETWEEN A SMALL NUMBER OF UNITS OF THE NCR AND THE KR.

(2)

WE NOTE THAT THE POLITICAL AND MILITARY LEADERSHIP OF THE NCR HAVE PUBLICLY PLEDGED, INCLUDING IN LETTERS TO CONGRESSMAN SOLARZ, THEIR ORGANIZATIONS WOULD NOT COOPERATE WITH THE KHMER ROUGE.

Q: WHAT IS THE BOTTOM LINE? WILL THE PRESIDENT MAKE A DETERMINATION THAT ASSISTANCE TO THE NCR MUST BE TERMINATED?

A: THIS REPORT COVERS THE ENTIRE PERIOD SINCE 1986 AND DOES NOT ADDRESS THE DETERMINATION ISSUE RAISED BY SECTION 562(A)(2)(B) OF PL 101-513.

WE CONTINUE TO MONITOR CLOSELY DEVELOPMENTS IN CAMBODIA WITH RESPECT TO THE RELEVANT LAWS AND ARE CONTINUING TO REVIEW ALL REPORTS OF ACTIVITIES THAT MIGHT CONSTITUTE MILITARY COOPERATION WITH THE KHMER ROUGE OR PROMOTE, SUSTAIN OR AUGMENT THE KHMER ROUGE'S MILITARY CAPACITY.

Q: WHERE CAN WE GET A COPY OF THE REPORT?

A: THE REPORT HAS BEEN DELIVERED TO THE CONGRESS, SO I WOULD REFER YOU TO CONGRESS FOR A COPY. END TEXT.

①

SUBJECT: PRESS GUIDANCE: CAMBODIA

1. THE FOLLOWING GUIDANCE WAS PREPARED FOR BUT NOT USED DURING THE NOON PRESS BRIEFING, FEBRUARY 28.

2. BEGIN TEXT:

REPORT TO THE CONGRESS ON CAMBODIA

Q: WHAT IS THE REPORT TO THE CONGRESS ON CAMBODIA ABOUT?

A: THIS IS A REPORT MANDATED BY SECTION 562(A)(B)(3) OF THE FOREIGN OPERATIONS, EXPORT FINANCING, AND RELATED PROGRAMS APPROPRIATIONS ACT FOR FY 1991, WHICH REQUIRES THE PRESIDENT TO SUBMIT TO THE CONGRESS AN UNCLASSIFIED REPORT DESCRIBING THE EXTENT OF MILITARY COOPERATION SINCE 1986 BETWEEN THE KHMER ROUGE AND ANY INDIVIDUAL GROUP OR FACTION OF THE NON-COMMUNIST RESISTANCE.

(IF ASKED): AUTHORITY TO SUBMIT THIS REPORT WAS DELEGATED BY THE PRESIDENT TO THE SECRETARY OF STATE ON FEBRUARY 21, 1991.

(IF ASKED):

Q: THE LEGISLATION SAYS THE REPORT WAS DUE JANUARY 1. WHY IS IT SO OVERDUE?

A: THE REPORT WAS ORIGINALLY PREPARED IN TIME TO MEET THE JANUARY 1 DEADLINE. BEGINNING IN LATE NOVEMBER, HOWEVER, WE BEGAN TO RECEIVE NEW INFORMATION WHICH HAD A MATERIAL

BEARING ON THE SUBSTANCE OF THE REPORT. ~~IT TOOK SOME~~ ADDITIONAL TIME TO ANALYZE THIS INFORMATION AND REVISE THE MANDATED REPORT SO THAT IT WOULD BE AS ACCURATE AS POSSIBLE.

Q: DOES THE DEPARTMENT'S REPORT INDICATE COOPERATION HAS OCCURRED BETWEEN THE KHMER ROUGE AND THE NON-COMMUNIST RESISTANCE?

A: FIRSTLY, AS THE REPORT POINTS OUT, WE HAVE HAD TO RELY ON THE LIMITED TECHNICAL AND HUMAN SOURCES AVAILABLE TO US IN CAMBODIA, SOME OF WHICH HAVE PROVED TO BE RELIABLE, WHILE OTHERS ARE NEW OR NOT FULLY TESTED; NONE OF THEM IS FIRST HAND.

THE EVIDENCE OF COOPERATION ITSELF IS MIXED. OVERALL, DEEP-SEATED ANIMOSITIES EXIST BETWEEN THE KHMER ROUGE AND THE NCR. REPORTS OF ARMED CLASHES BETWEEN THE KHMER ROUGE AND THE NCR HAVE EXISTED FOR A NUMBER OF YEARS, AND CONTINUE TO THE PRESENT.

ON THE OTHER HAND, THERE ARE SOME REPORTS OF ALLEGED TACTICAL BATTLEFIELD COOPERATION BETWEEN A SMALL NUMBER OF UNITS OF THE NCR AND THE KR.

(2)

WE NOTE THAT THE POLITICAL AND MILITARY LEADERSHIP OF THE NCR HAVE PUBLICLY PLEDGED, INCLUDING IN LETTERS TO CONGRESSMAN SOLARZ, THEIR ORGANIZATIONS WOULD NOT COOPERATE WITH THE KHMER ROUGE.

Q: WHAT IS THE BOTTOM LINE? WILL THE PRESIDENT MAKE A DETERMINATION THAT ASSISTANCE TO THE NCR MUST BE TERMINATED?

A: THIS REPORT COVERS THE ENTIRE PERIOD SINCE 1986 AND DOES NOT ADDRESS THE DETERMINATION ISSUE RAISED BY SECTION 562(A)(2)(B) OF PL 101-513.

WE CONTINUE TO MONITOR CLOSELY DEVELOPMENTS IN CAMBODIA WITH RESPECT TO THE RELEVANT LAWS AND ARE CONTINUING TO REVIEW ALL REPORTS OF ACTIVITIES THAT MIGHT CONSTITUTE MILITARY COOPERATION WITH THE KHMER ROUGE OR PROMOTE, SUSTAIN OR AUGMENT THE KHMER ROUGE'S MILITARY CAPACITY.

Q: WHERE CAN WE GET A COPY OF THE REPORT?

A: THE REPORT HAS BEEN DELIVERED TO THE CONGRESS, SO I WOULD REFER YOU TO CONGRESS FOR A COPY. END TEXT.

SUBJECT: PRESS GUIDANCE: CAMBODIA - U.S. ASSISTANCE TO NON-COMMUNIST RESISTANCE

1. THE FOLLOWING GUIDANCE WAS PREPARED AND USED AT THE NOON PRESS BRIEFING, MARCH 25.

2. BEGIN TEXT:

Q: AT A RECENT PRESS CONFERENCE IN PHNOM PENH, REGIME OFFICIALS DISPLAYED U.S.-PRODUCED WEAPONS THEY CLAIMED HAD BEEN SUPPLIED BY OUR GOVERNMENT TO THE CAMBODIAN RESISTANCE, INCLUDING THE KHMER ROUGE. IS THERE ANY TRUTH TO THIS CLAIM?

A: THERE IS NO TRUTH WHATSOEVER TO THIS CHARGE. AS WE HAVE STATED REPEATEDLY, THE U.S. HAS NEVER SUPPLIED ANY WEAPONS OR OTHER LETHAL MILITARY AID TO ANY CAMBODIAN FACTION. OUR ASSISTANCE TO THE NON-COMMUNIST RESISTANCE (NCR) HAS ALWAYS CONSISTED OF NON-LETHAL SUPPORT SUCH AS TENTS, UNIFORMS AND FOOD. MOREOVER, WE HAVE NEVER PROVIDED ANY ASSISTANCE TO THE KHMER ROUGE, AND WE HAVE TAKEN PAINS TO ENSURE THAT NONE OF OUR NON-LETHAL ASSISTANCE TO THE NCR HAS BEEN DIVERTED TO THE KHMER ROUGE. END TEXT.

3. THE GUIDANCE WAS PREPARED TO ANSWER QUESTIONS RAISED BY A UPI ARTICLE BY SUE DOWNIE DATED MARCH 25 ENTITLED "CAMBODIA SAYS U.S. SUPPLIES WEAPONS TO THE KHMER ROUGE."

COPY

Julio A. Feldnes
Ambassador

Chief of the Secretariat of
HRH Samdech NORODOM SIHANOUK of Cambodia.

2534/167

Beijing, 13th July 1991

His Excellency Derek Tonkin, CMG,
Heathfields
Berry Lane
Worplesdon
Guilford
SURREY GU3 3PU
United Kingdom

My dear Mr. Tonkin,

Thank you for your kind FAXES of 6th and 12th July 1991. Please forgive me, if at times, I am unable to reply to your letters promptly, but, as you will know, the path here is rather hectic!.

I am most grateful to you for keeping me up to date on the Pilger affair, which is of particular interest to me. You had anticipated that Pilger was going to seek revenge and this week's article in the "New Statesman" can only be part of that effort.

I am not aware of any such statement by Prince Ranariddh and I would be inclined to believe that Pilger has invented it, just as he invented the "letter" from Prince Sihanouk to a Cambodian resident in Lowell (US). If anything, Prince Ranariddh has been at pains to deny any links between the Sihanoukists and the Khmers Rouges. Furthermore, in July 1990, Prince Ranariddh signed two letters, addressed to US Congressman Stephen Solarz, in which he clearly stated that there had not been and there would not be any tactical, strategic or other co-operation of any kind between the ANKI and the NADK (Khmer Rouge Army). I know, because I drafted the two letters with the Military Secretary of Prince Ranariddh, as I was at the time in Bangkok.

On 29 March 1991, in an "Open Letter to US Congressmen", FUNCINPEC/ANKI stated: "For almost two years now, some Honourable American Congressmen have brought up the problem of co-operation between the Khmer Rouge and the Non-Communists, calling for a cutt off to all the necessary aid to the Non-Communist resistance. We, the FUNCINPEC/ANKI party strongly protest this allegation and would like to bring some facts to the attention of those Congressmen. The ANKI forces never had a policy of co-operation with the Khmers Rouges, neither strategically nor tactically. HRH Prince Norodom Ranariddh, the Commander in Chief of the ANKI forces never met with Khmer Rouge military leaders on military affairs. He has never drawn military plans with the Khmers Rouges and he has given strict orders to all his military Commanders NOT to co-operate with the Khmers Rouges. Any insubordination will be punished by the Commander in Chief."

COPY

COPY

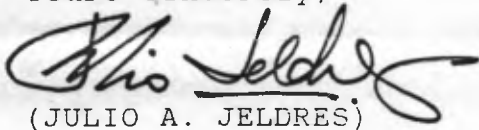
2.-

I am airmailing to you a copy of the said statement for your files. In the meantime, you can use the above information and even quote me if necessary.

When will you be in Bangkok next? There may be a chance that we can meet there next month? I would very much like that.

With warmest personal regards and sincere gratitude,

Yours sincerely,


(JULIO A. JELDRES)

COPY



29/3/91

OPEN LETTER TO AMERICAN CONGRESSMEN

The world community records its satisfaction with the victory of the Coalition Allies over Saddam Hussein in Kuwait. Aggressors from all over the world must now think twice before undertaking any action to invade neighboring countries.

Cambodia has been invaded and occupied by Vietnam since December 1978, after which, the latter installed a puppet regime in Phnom-Penh in January 1979.

For more than ten years, the Cambodian National Resistance under the leadership of Samdech Norodom Sihanouk is fighting a heroic war to liberate its own country in the same way the Kuwaitis did with the support of some friendly countries and particularly the United States of America.

The Vietnamese communist aggressors have claimed to withdraw part of its troops from our homeland. But Hanoi still maintains a strong civilian and military presence in Cambodia and continues to subjugate the country by force through the regime it installed. This is a fact that nobody can deny.

It is time to settle the so-called Cambodian Problem by peaceful means. The road to peace involves an acceptable agreement among the Khmer parties, and within the framework of the United Nations-sponsored plan. This is known broadly as the P.5 document.

To achieve peace in Cambodia, Samdech Norodom Sihanouk accepted, against all odds, to talk to Mr Hun Sen since December 1987. The Prince had adopted to find peace for Cambodia.

Currently the Cambodian National Resistance accepts entirely the UN peace plan put forward by the P.5, which is the most comprehensive and the best peace plan ever to solve the Cambodian problem. This acceptance shows our willingness to contribute to a solution and also the tremendous concession from our side.

But up to now, the Vietnamese-backed Phnom-Penh regime has refused its implementation. They have successively made reservations, and demanded for changes or simply rejected the UN Plan which was drafted by the 5 Permanent members of the Security Council, represented thus the World Community.

It is strange to see Phnom-Penh reject this plan which comprises an important chapter on the rejection of Human rights in Cambodia.

The Phnom-Penh regime has also toughened its stance ~~by~~

firing the "liberal" elements within its party. Mr Chheng Phon the former minister of information, Mr Ung Phan, former minister of telecommunication, Mr Khieu Kanharith, the former director of the weekly magazine Kampuchea, were all recently sacked.

Even Phnom-Penh's moderate members of the SNC (Supreme National Council) like Chem Snguon and Kong Sam Ol, the "deputy Minister" of Interior and Im Chhunlim, a member of the Central Committee of the Cambodian Communist party or KPRP (Kampuchean People revolutionary Party).

Recent reports from Phnom-Penh also revealed that 40 more officials have been arrested and detained. The Chea Sim-Hun Sen regime is consolidating its power by using repression, purge and committing serious human rights violation.

So how can there be free elections, multi-party system and democracy established in Cambodia ?

It is also important to underline the fact that the UN peace plan is drafted by countries which oppose the return of the Khmer Rouge to power. At least 4 out of the 5 super-powers have clearly said so. Even China has declared publicly that she opposes to the return of the Khmer Rouge to power alone.

On February 28th, 1991, H.E Senator Gareth Evans, the Australian Foreign Minister said: "All the Western support one might imagine for the Phnom-Penh Government and all the rhetoric one might muster against the Khmer Rouge will not by themselves stop the continuation of the tragic Cambodian civil war. Only the UN peace plan which involves the country being administrated under UN supervision during the transition to a freely elected government can secure that."

Then, who wants peace and who wants the continuation of war in Cambodia ?

For almost two years now, some of the Honorable American Congressmen brought up the problem of cooperation between the Khmer Rouge and the Non-Communist, calling for a cut off to all the necessary aid to the Non-Communist resistance.

We, the FUNCINPEC/ANKI party strongly protest this allegation and would like to bring some facts to the attention of those congressmen.

I. The ANKI forces never had a policy of cooperation with the Khmer Rouge, neither strategically nor tactically.

HRH Prince Norodom Ranariddh, the Commander in Chief of the ANKI forces never met with Khmer Rouge military leaders on the military affairs. He has never drawn military plans with the Khmer Rouge and he has given strict orders to all his military commanders **NOT** to cooperate with the Khmer Rouge. Any insubordination will be punished by the Commander-in-Chief.

2. The Cambodian Resistance does not understand the move and the attitude of some congressmen who have moved to cut all non-lethal aid to the Cambodian Non-Communist Resistance in order to have it to give it to the Vietnamese-installed regime in Phnom-Penh. Does the latter fit to be an alternative in place of the Khmer Rouge?

- Firstly, to undertake such an action means for the first time American Congress will cut aid from a friendly country in order to support a communist regime.

- Secondly, we have pointed out time and again that the Phnom-Penh's leaders comprise notorious former Khmer Rouge members like Chea Sim,, the current strongman and a close associate of the former Chairman of the Khmer Rouge's National Assembly leader, Nuon Chea who is currently the personal aide of Pol Pot for political affairs. **Hor Nam Hong, the "Foreign Minister" of the Phnom-Penh regime, was a detention camp director, the infamous Boeung Trabeck camp until the Vietnamese invasion of the 198; Hun Sen and Heng Samrin were the best Khmer Rouge commanders in the Eastern zones** and both of them have committed serious crime against the Vietnamese civilians in Vietnam during their anti-Vietnamese campaign ordered by Pol Pot.

We would like also to point out that, the Phnom-Penh regime through the voice of Chea Sim, Heng Samrin and Hun Sen (all former notorious Khmer Communist Vietminh or Khmer Rouge) rejected the UN plan. They all intended to keep their political and military apparatus and deny the UN role in Cambodia. Besides Chea Sim, the "Chairman" of the Phnom-Penh regime will organize an election by 1992...outside the framework of the UN peace plan. Reacting to Chea Sim, H.E Mr Ali Alatas, the Foreign Minister of Indonesia and co-chairman of the Paris Conference on Cambodia condemned this move as "useless".

By rejecting the peace process, Phnom-Penh leaders definitely opted for a military solution in Cambodia. And, in response to our good will, the Phnom-Penh army, supported by Vietnamese troops and advisers launched in mid-January 1991 a large scale military offensive against our liberated zones in the central part of Cambodia namely Kompong Tom and Siemreap provinces.

Phnom-Penh troops destroyed all what they met on their ways, stealing harvest from the civilians, raping women, hitting monks...they also removed what we have built for the people such as schools, hospitals, pagodas...which are part of a program of community development plan sponsored by donors countries like United States of America.

Our current policy is to defend our liberated zones, demobilizing part of our armed forces in order to concentrate in community development like building schools, hospitals, roads.... and to prepare for the next general election in Cambodia.

Why do some US congressmen want to reward warmongers in Phnom-Penh?

3.If, on day, the American Congress, by large majority, decides to cut the non-lethal aid to the Non-Communist Resistance, it will be tantamount to delivering the Cambodian people to the Khmer Rouge.

Why ? the reason is simply like this : Khmer civilians living in the ANKI/FUNCINPEC liberated zones will not go back to join Hun Sen in Phnom-Penh for fear of retaliation. They also cannot face the high cost of living in the cities controlled by the Phnom-Penh army.

These same civilians will not go to the border areas of Thailand/Cambodia to join the KPNLF either, because it is too far for them...with no other choice, **these civilians will go to the Khmer Rouge.**

If the US Congress decides one day to cut aid to the Non-Communist Resistance, it will not deliver not only the Cambodian people to the Khmer Rouge and to leave Cambodia to the Two Communist factions: the Khmer Rouge and the former Khmer Rouge in Phnom-Penh.

This will really destroy the only alternative democratic for Cambodia. This spectre of "Red Solution" looms ahead and could become a reality, if the present policy led by the US Congress remains unchanged.

FUNCINPEC/ANKI/CAMBODIA-MARCH 29.1991

Résumé de mon entretien avec T.E. ACM Siddhi Savetsila, Ministre des Affaires Etrangères de Thaïlande, entretien à Cékang Lou ou le Dimanche 23 Août 1987, de 17h 10 à 18h.50 :

T.E. Siddhi Savetsila . - Tout le monde s'accorde à dire que Votre Altesse Royale (Norodom Sihanouk) est indispensable et irremplaçable dans la recherche d'une juste solution au problème du Kampuchea puis dans la résolution de ce problème, car vous avez la confiance et l'amour de votre peuple et vous symbolisez aux yeux de la communauté internationale l'indépendance du Cambodge.

La Thaïlande respecte ce que Votre Altesse Royale (Norodom Sihanouk) estime devoir faire pour le bien du peuple cambodgien et pour refaire un Cambodge indépendant, libre et paisible.

T.S.V.P. S. Gut

- 2 -

Nous (Thais) qui venons ici vous saluer
n'avons pas de conseils ^{ou suggestions} à vous donner.

Nous venons pour vous écouter et ^{vous} serions reconnaissants si vous vouliez bien nous faire connaître vos points de vue et vos projets — en ce qui concerne la recherche d'une solution ^{satisfaisante} au problème du Kampuchea.

Norodom Sihanouk. — Je suis très touché par les nobles paroles de Votre Excellence (ACH Sidhi Savetila) et, en particulier, par votre précieuse ^{votre} respect de ce que j'estime devoir faire pour mon pays et le salut de mon peuple. Voici mes points de vue et mes sentiments sur les "questions cambodgiennes" qui nous occupent :

I/- Je ne vous cache pas qu'en ce qui concerne "l'approche" du "problème du Kampuchea", je ne partage pas l'opinion et je n'approuve pas la position dure et irréaliste

T.S.V.P. S. Gut

des Khmers Rouges (PKD), des Khmers bleus (FNLPK) et de certains Sponsors du GCKD.

Certes, je suis loin de sous-estimer la grande victoire annuelle remportée par l'ASEAN, la Chine, les U.P.A. et le GCKD, à chaque session de l'A.G. de l'O.N.U., en ce qui concerne les Votes sur la "Résolution de l'ONU sur le Kampuchea".

Mais croire que le Bloc Soviétique et le Vietnam, battus régulièrement à plate couture lors de ces Votes, vont, un jour accepter de s'y conformer c'est se nourrir d'illusions, lesquelles empêchent dangereusement toute recherche sérieuse d'une issue à l'impasse

où nous nous trouvons depuis tant d'années et laissent dangereusement s'écouler le temps, temps dont profitent les Viets pour consolider leur Protectorat au Cambodge et pour "légitimer" le régime "en place" celui de Heng Samrin - Hun Sen, c'est-à-dire "légitimer" le fait accompli des Viets au Cambodge.

T.S.V.P. J. OUE

Tout récemment, un grand journal de Singapour a écrit qu'étant conscient de mon "âge avancé" et ayant des "problèmes de santé", j'étais "impatient" - sic - de voir arriver le jour de la résolution du problème de ma patrie (le Cambodge).

Non, je ne suis pas "impatient" comme le prétend ce journal Singapourien. Mais il y a "patience" et "patience".

Notre "patience" serait bien culpable vis-à-vis du peuple Khmer et du Cambodge si nous laissons le temps "travailler" contre nous et pour le Colonialisme Viet et le régime des "QuisLings" de Phnom Penh.

Les Khmers Rouges, les Khmers Bleus et certains Sponsors du GCKD ont dit et continuent de dire que toute la responsabilité de la non-résolution du problème du Kampuchea doit être assumée par les Vieto.

Ces Khmers Rouges, Khmers Bleus et Sponsors disent : " Que le Vietnam retire toutes ses troupes du Kampuchea ! Qu'Il respecte et applique la "Résolution de l'ONU sur le Kampuchea" ! Qu'Il adopte les "8 points" du

J. S. V. P. S. Out

GCKD! Et le problème sera résolu!"

Si ces Khmers Rouges, Khmers Bleus et Sponsors étaient de bonne foi, ils ne devraient pas dire que la résolution d'un tel problème est aussi facile que cela.

Certes les Viets sont aux prises avec de multiples difficultés tant au Vietnam qu'au Cambodge, mais ni ces difficultés ni les opérations militaires des Khmers Rouges contre eux ne seront suffisants pour les vaincre militairement à 100% et les obliger à évacuer le Cambodge, têtes baissées, dans la honte et le déshonneur.

Je connais bien les Viets. Je peux vous dire que jamais, fiers comme ils sont et l'ont toujours été, ils n'accepteront d'évacuer inconditionnellement leurs troupes du Cambodge et encore moins d'appliquer les Résolutions de l'ONU qui leur ont fait perdre la face et les "8 points" du GCKD qu'ils méprisent.

Pour moi, il ne s'agit pas d'inciter "notre camp" à nous incliner devant les exigences et les prétentions de ces Viets. D'ailleurs mon ANS^{se bat et} se battra farou-

T. S. V. P. P. G. C.

chement, jusqu'au bout, contre ces Viets.
"Jusqu'au bout", c'est-à-dire jusqu'à ce que
le Cambodge redeviendra libre, uni et indé-
pendant.

Mais, dans "l'approche" du problème
du Cambodge, je pense qu'il nous faut
adopter une position plus réaliste et
abandonner cette intransigeance et
cet irréalisme ^{nuisibles,} qui permettent au
temps de "travailler" pour le Colonia-
lisme Viet au Cambodge et la Vietna-
misation de mon pays.

Nous montrer plus "réalistes",
cela ne veut pas dire qu'il faut faire
une concession quelconque aux Viets
et à leur colonialisme au Cambodge

Dans mon esprit, "être réaliste"
c'est d'abord accepter l'idée de
dialogue avec "l'autre côté",
rechercher ce dialogue, tout en
poursuivant et développant ^{en parallèle} nos
efforts de guerre contre ces Viets,
sur le champ de bataille du Cambodge

T. S. V. P.

S. Gut

Certes, avoir un dialogue avec des gens de "Hanoi" serait bien "mieux" que d'avoir un dialogue avec un HUN SEN ou un autre dirigeant du régime fantoche de Phnom Penh.

Mais il faut savoir que jamais les Vietnamiens de Hanoi n'accepteront de reconnaître, face à l'Histoire et face à la Communauté internationale, qu'ils sont les "AGRESSEURS" du Cambodge. Ils diront et affirmeront toujours, urbi et orbi, qu'ils ont été appelés à son secours par le peuple cambodgien martyrisé par Pol Pot et autres Khmers Rouges et qu'en plus ils n'ont fait, en 1977, 1978 et 1979, qu'exercer leur droit (reconnu par le Droit International) de riposter militairement aux attaques bellicistes, accompagnées d'atrocités indescriptibles, des hordes armées des Khmers rouges, de l'Armée de Pol Pot (Kampuchea Démocratique), contre le Sud-Vietnam en 1976 - 1977. Malheureusement,

T.S.V.P.

G. Gil

Ces attaques et atrocités barbares rouges
contre le Sud-Vietnam, en 1976-1977,
ont eu réellement lieu.

x x

II/- Ceci dit, est-ce que, en réalité,
le R.P. du Vietnam est "inflexible"
et "intransigeante" eu égard à
notre ——— demande d'un retour
effectif du Cambodge à l'indépendance?
Certainement pas!

• Comme Votre Excellence (ACM
Siddhi Savetila) l'a — souvent dit,
le Vietnam a de très grosses difficultés
"at home" et au Cambodge.

Au Vietnam même, les difficultés
socio-économiques sont énormes; les
difficultés politiques le sont également.
Le régime de Hanoi est très impopulaire,
très détesté du peuple vietnamien. Ce
régime est très répressif, très dictatorial,
inhumain et... corrompu.

L'U.R.S.S. de Gorbatchev en est
T.S.V.P. gout

de plus en plus
mécontent.

Pour cette U.R.T.T., dépenser l'équivalent de 5 millions de dollars U.S. par jour pour permettre à "Hanoi" de coloniser "Phnom Penh", c'est une aide de plus en plus ruineuse pour une Union soviétique en déconfiture au plan économique, et de moins en moins justifiable en raison de ce que l'Armée Viet s'embourbe sur le sol cambodgien et n'arrive pas à "pacifier" le pays khmer. Au Cambodge, cette Armée, certes, ne sera jamais vaincue par celle des Khmers Rouges, mais ces derniers continueront à saigner les Viets. Ce "saignement" (ou cette "saignée") est tragique pour le peuple et la jeunesse du Vietnam.

Tous ces "handicaps" — du Vietnam expliquent pourquoi, depuis plusieurs mois déjà, et tout dernièrement encore — par l'intermédiaire de l'OLP (Palestine), de la Roumanie et de l'Autriche —, les Viets de Hanoi s'efforcent,

T.S.V.P. S. Oul

d'une façon très remarquée, de m'amener à accepter de recevoir HUN SEN, le soi-disant "Premier Ministre" de la soi-disant "R. P. du K.".

À propos d'une "possible" entrevue entre Sihanouk et Hun Sen, certains Sponsors du GCKD éprouvent ^(à cet égard) beaucoup d'inquiétude, et cela, pour diverses raisons. Je n'énumère pas ici ces "diverses raisons" car vous les connaissez ou pourrez aisément les deviner.

Pour ma part, voici les principales raisons pour lesquelles j'estime utile à mon peuple et à mon pays d'avoir un jour pas trop lointain de franches et extensives discussions avec HUN SEN :

a/- Je répète qu'il n'est absolument pas réaliste d'espérer que les Viets de Hanoi acceptent d'avoir des discussions avec tel ou tel Leader de la Résistance même anti-Viets avant que des

T.S.V.P.

Li. Oult

Leaders khmers des "2 côtés" ne se rencontrent et n'ont ^{"entre khmers"} pas de discussions "au préalable" sur le problème du Kampuchea.

Les Khmers Rouges et Les Khmers Bleus ont certes raison de souligner que ce problème n'existe pas entre Khmers et qu'il n'y a pas de guerre civile au Cambodge.

Mais si ces Khmers Rouges et ces Khmers Bleus aiment sincèrement et ont vraiment pitié de leur Patrie et de leur peuple dont les malheurs et les humiliations sont sans fin, ils devraient être plus réalistes et, par conséquent, cesser de rejeter l'idée d'un dialogue "informel", sans "pré-conditions" entre Khmers des 2 camps, c'est-à-dire entre nous de la Résistance et le groupe de Heng Samrin - Hun Sen.

b/- Je veux avoir de très longues

T.S.V.P. h. G. G.

- 12 -

et extensives discussions avec HUN SEN, au besoin plusieurs entrevues et entretiens s'étalant sur plusieurs jours, et cela, jusqu'à ce que nous n'ayons plus rien à nous dire.

Et ces discussions ne doivent pas être gardées secrètes ou "confidentielles".

Pour que l'histoire, le peuple cambodgien et la communauté internationale (y compris la Thaïlande et les autres Sponsors du GCKD) puissent nous juger l'un (Sihanouk) et l'autre (Hun Sen), nous juger objectivement, "sainement", en toute connaissance de cause, il importe que nos conversations se déroulent en la présence de témoins (dont ma femme : la Princesse Monique) et qu'elles soient enregistrées in-extenso, sur bandes magnétiques (tape-recording).

Si de telles conversations et discussions ont lieu un jour, je

T.S.V.P.

S. Ouk

Vous promets, ainsi qu'aux autres
Sponsors du GCKD et aux personnalités éminentes
responsables, de Vous offrir sans délai des
Cassettes-Copies contenant, in-extenso,
tout ce que HUN SEN et SIHANOUK se
seront dit.

Ainsi, HUN SEN, son groupe à Phnom
Penh, ses Patrons vietnamiens et sovié-
tiques ne pourront pas exploiter à leur
avantage et à l'encontre de Sihanouk ou
de « notre Camp » mon audience accordée
à Hun Sen et mes entretiens avec ce
« perroquet » de Hanoi.

J'ai dit « perroquet ».

Je sais bien que HUN SEN n'est
qu'un valet de « Hanoi » et, dans une
moindre mesure, un valet de « Moscou ».

HUN SEN me dit ce que « Hanoi »
voudra qu'il me dise et, le cas échéant,
il « pourra » ajouter ce que « Hanoi »
lui permettra de me dire.

T. S. V. P. J. G. G.

Mais, même dans ces conditions, mes discussions et conversations avec HUN SEN seront pour vous comme pour moi - et pour le monde entier, en commençant par le peuple Khmer - extrêmement intéressant et d'une extrême importance.

En effet, du moment que je ne pourrai pas "en décider", verbalement, avec "Hanoi" - directement - , vous et moi nous pourrons savoir jusqu'à "Hanoi" est prêt à "aller" dans la voie vers une solution politique du problème dit du Kampuchea.

Par HUN SEN, qui sera la "Voix de son Maître" ("Hanoi"), vous et moi nous saurons ce que le Vietnam consentirait à nous "donner" ou .. "ne pas donner".

Je le répète : cela est extrêmement important pour nous tous.

T. S. V. P.

T. S. V. P.

La R.P. de Chine, les Khmers Rouges, les Khmers Bleus, certains pays de l'ASEAN adoptent une position dure en regard à la façon dont devrait être résolu le problème dit du Kampuchea.

Je souligne ceci : même pour ces DURS, mon entretien avec HUN SEN (à supposer qu'il puisse avoir lieu un jour) leur apportera à coup sûr - et quoiqu'il puisse ^{être} dire à mon désavantage - beaucoup d'avantages... pour eux-mêmes.

En effet, de 2 choses l'une :

- ou les Vieto, par HUN SEN interposé, ne nous "donne" rien - et alors vous "les DURS" pourrez déclarer à voix haute au monde entier :

"Vous voyez ? L'homme, le "flexible", l'Homme de "bonne volonté" et de "dialogue" n'a rien obtenu de "Phnom Penh" et de "Hanoi" ! Vous voyez

T.S.V.P.

S. G. G.

donc que c'est nous LES DURS
^{raison de nous montrer}
qui avons totallement DURS et
INTRANSIGEANTS dès le Début de
cette Affaire "du Kampuchea" ! à quoi
cela nous aurait menés si nous
adoptionns une position molle,
"conciliante" à la "Sihanouk" ? "

Ainsi, le monde vous donnera
raison et vous soutiendra encore
davantage. Et le GCKD remportera
à l'ONU encore plus de succès, tandis
que la R.P. du Vietnam et les "Quis-
lings" de Phnom Penh seront plus
isolés encore et irréversiblement
condamnés.

■ ou bien, par HUN SEN interposé,
"Hanoi" donne à "notre camp" un "signal"
de bonne volonté, ^{de sorte} d'arriver à quelque
chose de "positif" avec nous, en ce
qui concerne la recherche "commune"
d'une solution politique et pacifique

T. S. V. P. P. G. L.

à ce "problème du Kampuchea".

(pour vous) Dans ce dernier cas, il y aura lieu de vous en féliciter. Vous n'aurez pas à me reprocher cette entrevue avec HUN SEN, car vous pourrez alors exploiter à fond la bonne volonté (même relative) des Vieto et leur "readiness to give us.. something". Ce sera un "pas" en avant vers la fin du "tunnel".

c/- Je désire, en tant que "Père de la nation khmère", profiter de "l'occasion" pour "réveiller" la conscience de HUN SEN et de son groupe. Conscience de Khmer.

Je lui dirai (et à travers ce Hun Sen) je dirai à son groupe de Khmers-Vietmiens) ceci : — "Que vous soyez communistes, "très rouges" et anti-royalistes, c'est bien votre droit. Je ne vous critique pas à ce sujet et je respecterai toujours votre choix idéologique. Mais j'ai le droit et, surtout, le devoir de vous prier

T.S.V.P.

S. S. S.

instantanément et avec beaucoup
d'insistance de bien vouloir cesser
de servir les intérêts colonialistes
et expansionnistes des Vietnamiens
(de la R. V. du Vietnam) et les
intérêts de l'Étranger (quelqu'il
soit). Veuillez devenir de bons et
purs patriotes khmers. Etant
petit, faible et pauvre, notre
Cambodge ne peut certes pas se
payer "le luxe" et ne doit pas
se permettre d'être hostile au
Vietnam ou à d'autres puissances
étrangères. Je suis entièrement
d'accord avec vous pour que notre
Cambodge soit un bon et loyal
ami de la R. V. du Vietnam, de l'URSS
et du Laos socialiste. Mais je ne
saurais admettre que notre Patrie
khmère devienne une colonie du
Vietnam ou même une espèce de
"Bulgarie" ou "Tchécoslovaquie" ou
"Allemagne démocratique" ou "Pologne"

T. S. V. P. S. Gut

ou "Hongrie" satellite du "Big Brother" vietnamien ou soviétique.

Vous ("R.P.K.") pouvez toujours réécrire l'histoire à votre avantage et à l'avantage de vos maîtres vietnamiens et russes, mais ne croyez pas que vous puissiez tromper notre peuple, notre jeunesse khmère et la communauté internationale quant à votre trahison nationale. L'histoire et notre peuple vous condamnent déjà en tant que traîtres à votre Patrie et à votre peuple. S'il vous plaît, que votre conscience de Khmères se réveille ! Que nos 4 factions khmères (la vôtre, la mienne, celle de M. Sou Samn, celle de M. Khieu Samphan) se tendent la main, se réconcilient, s'unissent en un seul gouvernement national, dans un Cambodge qui ne soit plus ni "Khmère-Vietnami", ni "Khmère rouge", ni "Khmère Royaliste", ni "Khmère bleu", mais un Cambodge cambodgien,

T.S.V.P.
S. Chh

le Cambodge tout court, et cela pour faire partir les Vieto (armée de la R. V. du Vietnam) de notre Pays, pour refaire un Cambodge indépendant, neutre et non-aligné et pour reconstruire ensemble, en toute fraternité, notre pays actuellement si délabré, appauvri, détruit, asservi et humilié. S'il vous plaît, soyez de bons patriotes honnêtes ! C'est à ce prix seulement que notre peuple ne vous maudira plus et que vous aurez, face à l'histoire, lavé toute la honte qui s'attache à vos noms déshonorés !

— Si je tiens tant à voir HUN SEN — un jour — c'est, en particulier, pour lui dire CELA. Je vous garantis que je le lui dirai et que mes paroles ci-dessus figureront dans les "tapes", les cassettes enregistrant nos conversations (à venir).

T. S. V. P.

G. C. U.

Cependant, nous sommes encore loin de voir Sihanouk recevoir, quelque part, HUN SEN, car j'ai posé, je pose et je poserai à ce dernier 2 conditions : primo, il devra me demander lui-même audience par un message écrit signé de lui ou un télégramme de lui ; je ne le recevrai pas sur la demande de nos amis communs (palestiniens ou autres) ou sur la demande (directe ou indirecte) du gouvernement vietnamien ; secundo, HUN SEN devra accepter qu'au lendemain de nos entretiens et discussions je diffuse dans leur intégralité nos paroles échangées en Khmer et que j'en fasse et diffuse un compte-rendu (succinct) en Français (qui sera, par la suite, traduit en anglais).

Personnellement, je ne pense pas que l'entrevue Sihanouk - Hun Sen soit pour "demain".

En tout cas, j'ai déjà fait savoir

T.S.V.P.

G. Del

à HUN SEN, par l'intermédiaire de
l'Ambassadeur de Palestine (O.L.P.) à
Pyongyang, que je pourrais le recevoir
en audience (de "Père" à "Fils", c'est-
à-dire en audience privée) en mon
hôtel : HOLIDAY INN, Roissy-en-
France, soit en Novembre 1987
soit en Décembre 1987, au choix de
Hun Sen. Mais je ne pourrais le voir
avant les débats et les votes de l'A.G.
de l'ONU sur la "Résolution des
Nations Unies sur le Kampuchea".

Je voudrais, en terminant mon
Exposé, Vous dire, Excellence, quelques
mots sur mon "travail" en tant que
"Président du Kampuchea Démocratique".

M. Son Sann (Premier Ministre du
GCKD) et M. Khieu Samphan (Vice-
Président du K. D.) ont fait savoir au
monde qu'ils voulaient m'amener
à revenir sur ma décision de "me mettre
en congé" pour un an de la présidence

T.S.V.P.

S. S.

du Kampuchea Démocratique.

Je répète que la question des Droits de l'Homme revêt à mes yeux la plus haute importance, car il est grand temps de mettre fin aux souffrances et humiliations du petit peuple placé sous le contrôle du GCKD et de ses armées. — Mon FUNCINPEC (Site B) et mon ANS ne violent pas les Droits de l'Homme en ce qui concerne leur administration des compatriotes et autres personnes dont ils ont la charge; et notre peuple (le Khmer) à l'intérieur de notre pays (le Cambodge) se félicite de la bonne conduite à son égard de l'ANS. Il n'en est pas de même, hélas, de la conduite de la PKD et du FNLPK et de leurs forces armées dans leur administration et contrôle du petit peuple à l'intérieur de leurs camps respectifs et dans leurs relations avec notre peuple à l'intérieur du Cambodge.

Tant que mes partenaires cités ci-dessus n'auront pas cessé de violer

T.S.V.P.

H. Oul

les Droits de l'Homme, je ne pourrai
ni cette année ni l'année prochaine
ni dans les années suivantes représenter
le GCKD et le KD à l'O.N.U. et ailleurs
et je ne présiderai pas les réunions
tripartites (Conseils des Ministres ou
autres).

Mais j'ai des devoirs envers la
Résistance anti-Viets.

C'est pourquoi je garde encore le
titre de "Président du K.D.", ceci afin
que mon ANS continue de recevoir des
aides de la Chine et d'autres Sponsors du
GCKD, ^(aidés) l'habilitant à se développer
et à lutter vigoureusement contre
les Viets sur le champ de bataille du
Cambodge.

Ayant encore le titre de
"Président du K.D.", je dois aider
ce K.D. dans "certains - domaines".
Par exemple, cette année j'ai envoyé
à plus de 100 Chefs d'Etat et Chefs
de Gouvernement un long message

T.S.V.P. p. Out

sollicitant le soutien de leurs pays respectifs au K.D. —, à notre résistance, à notre lutte de libération nationale et aux Résolutions de l'ONU sur le Kampuchée.

Dans le cadre des débats généraux de l'A.G. de l'ONU, le mois prochain (Septembre 1987), "mon" — Texte de plusieurs pages (préparé sur mon ordre par l'Ambassadeur Khmer rouge Thioumn Prarith) servira de Discours officiel à notre Délégation à la prochaine session de cette Assemblée Générale et sera lu ^(en mon nom) par notre Premier Ministre, M. Son Sann, Chef de la Délégation du K.D. . Le jour où M. Son Sann lira "mon" Texte à la tribune de l'A.G. de l'ONU, je (Sihanouk) serai "présent" ce jour-là à New York.

S.E. Le Premier Ministre MAHATHIR de la Malaisie avait demandé à ma femme (la Princesse Monique) de me dire que lui et l'ASEAN souhaitaient ma "présence" à New York afin qu'au sein de l'A.G. de l'ONU on "sente"

T. S. V. P.

S. Sihanouk

cette "présence" de Sihanouk, comme un témoignage de ma solidarité avec le GCKD et ses nombreux amis.

En Octobre prochain (1987), j'enverrai un second (long) message écrit à l'A.G. de l'ONU dans le cadre des débats onusiens sur le problème du Kampuchea et avant qu'on ne passe aux votes sur la "Résolution de l'O.N.U. sur le Kampuchea". "Mon" second Texte sera également préparé par l'Ambassadeur Chiounn Prasith.

En tant que "Président du K.D." je "parlerai" le langage du GCKD et de ses Sponsors et non pas le mien propre. "Je" défendrai les thèses et la position du GCKD et de ses Sponsors et non pas les miennes propres. C'est pourquoi tous les textes mentionnés ci-dessus sont préparés par le Kluen Rouge Chiounn Prasith sur ma demande. Je n'y ai apporté et n'y apporterai aucune

T. S. V. P.

A. G. U.

retouche ou modification.

Ainsi, ni la Chine ni les Khmers Rouges ni d'autres... ne pourront me critiquer et se montrer mécontents en égard à ce que je dis ou écris en tant que "Président du K. D.".

Last but not least,

→ je me rendrai bientôt, successivement, à Pékin pour une visite officielle avec Mm. Sou Tann et Tamphan et à la tête de la Délégation tripartite du K. D. en la R. P. de Chine, et à New York où, officiellement - en ma qualité de "Président du K. D." - , j'offrirai, en mon hôtel (The Helmsley - ex-Harley - of New York), une grande Réception diplomatique en l'honneur du Secrétaire Général de l'ONU (J. E. Javier Pérez de Cuéllar).

Vous voyez donc que je fais pour le GCKD, pour la Chine, pour l'ASEAN

T. S. V. P.

S. Gut

S. E. Siddhi Savetsila .- J'ai bien compris toutes vos explications. Nous (Thais) vous exprimons notre profonde gratitude pour votre important Exposé. Votre Altesse Royale peut être assurée que nous (Thais) tiendrons compte de ce que vous avez bien voulu nous dire.

Norodon Sihanouk .- Je remercie infiniment votre Excellence et vos distingués collaborateurs ici présents de votre ^{aimable} attention et de votre compassion à mon égard, en particulier en égard à mes problèmes d'ordre moral, mes "problèmes de conscience".

S. E. Siddhi Savetsila .- En ce qui concerne le problème des Droits

T. S. V. P. S. Oll

de l'Homme chez la PKD et le FNLPK
et dans certains camps de réfugiés en
Thaïlande, nous (Thais) — en
avons parlé aux dirigeants et cadres
de ces 2 mouvements et nous conti-
nuerons à déployer des efforts en
vue d'une résolution satisfaisante
de ce problème qui préoccupe Votre
Majesté Royale.

Norodom Sihanouk . - J'exprime à
Votre Excellence et à la glorieuse Thai-
lande ma plus profonde gratitude
pour tout ce que Vous pourrez faire
afin que mes compatriotes placés
sous contrôle (ou administration)
K. Rouge — et K. Bleu ne soient plus
victimes de violations des Droits de
l'Homme. Entre parenthèses, de telles
violations constituent un terrible Lan-
cap pour notre lutte de libération natio-
nale.

- Fix -

S. Ouk

Écrit à Pyongyang, les 26, 27 et 28 Août
1987.

P.S. - A T.E. ACM Siddhi Savarsila

J'ai également parlé de l'opportunité pour nous de penser à "Genève".

• Je lui ^{ai} dit, en substance, ceci :

Je soutiens et continuerai à soutenir la "U.N. Resolution on Kampuchea" et, par conséquent, la "Conférence Internationale sur le Kampuchea" "Sponsored by the United Nations Organization".

Mais comme l'URSS et la R.T. du Vietnam, ainsi que tous leurs alliés à l'ONU, ne pourront que rejeter totalement et irréversiblement cette "U.N. Resolution" et cette "U.N. International Conference", le seul "compromis" possible entre "notre Camp" et le leur devra être une Conférence Internationale de type "Genève 1954" et "Genève 1961" ... "sur l'Indochine".

Cela n'exclut nullement la participation à cette Conférence, - bien au contraire ! - , des autorités ouïennes "qualifiées" avec, en tête,

T.S.V.P. P. Gut

(32)

S.E. Monsieur Pérez de Cuellar,
Secrétaire Général de l'ONU.

Les autres participants seraient:
les 5 membres permanents du Conseil de
Sécurité de l'ONU, le Laos, le Vietnam,
les 4 factions khmères, les six Etats
de l'ASEAN, l'Inde, les Président
et membres de la CIC (Commission
Internationale de Contrôle) ^{de 1954-1955} - c'est-à-
dire l'Inde, le Canada, la Pologne,
et quelques autres "puissances concen-
nées".

La formule "Genève" permettrait
à l'URSS et au Vietnam de ne pas perdre
la face. Ces 2 pays sont assez puissants
(militairement) pour ^(ne pas) accepter que "notre
camp" - "vainqueur à l'ONU" - leur
fasse perdre la face.

Je résume: à mon avis il faut
que les 2 "choses" suivantes se réalisent
si l'on veut résoudre le problème du Kampuchea:
Premo, dialogues sans préconditions; Secundo,
une "3ème Conférence de Genève" sur l'Indo-
chine (en fait: sur le Kampuchea et son
"problème" avec le Vietnam).

S. G. G.
Houngyang - Pékin, le 29 Août 1987.

CHAIHOT 620652F

PARIS LE 10/12/87

ATTN: PRINCE N. RANARRIDH

HONNEUR DE VOUS COMMUNIQUER CI-APRES LA TENEUR DU TELEGRAMME DE SAMDECH A M. HUN SEN.

' ' APRES AVOIR SOIGNEUSEMENT ETUDIE LE FOND DE VOS PENSEES ET LA VERITABLE NATURE DE VOTRE POSITION EU EGARD AU PROBLEME DU KAMPUCHEA, A LA SUITE DE NOS CONVERSATIONS EN DATE DES 2, 3 ET 4 DECEMBRE 1987, J'ARRIVE AUJOURD'HUI A LA CONCLUSION QUE, CONFORMEMENT A VOTRE PROPRE CONCLUSION EXPRIMEE EN FACE DE MOI, A FERRE-EN-TARDENOIS, LES 3 ET 4 DECEMBRE 1987, NOUS DEUX (NORODOM SIHANOUK ET HUN SEN) N'ARRIVERONS A RIEN DE POSITIF DANS NOTRE RECHERCHE COMMUNE D'UNE EQUITABLE SOLUTION AU PROBLEME DU KAMPUCHEA TANT QUE S.E. KHIEU SAMPHAN (PARTIE DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE) ET S.E. SON SANN (F.N.L.P.K.) N'ACCEPTERONT PAS DE PARTICIPER EFFECTIVEMENT A CETTE RECHERCHE ET N'AURONT PAS ACCEPTE DE SE JOINDRE A NOUS DEUX DANS LE CADRE DE NOS PROCHAINES ENTREVUES (CELLES PREVUE POUR JANVIER 1988 EN FRANCE ET CELLE PREVUE POUR AVRIL 1988 EN LA R.P.D. DE COREE)

DANS CES CONDITIONS, J'ESTIME QU'IL EST PARFAITEMENT INUTILE POUR MOI DE VOUS REVOIR EN JANVIER PROCHAIN EN FRANCE ET EN AVRIL PROCHAIN EN LA R.P.D. DE COREE.

J'AI DONC L'HONNEUR DE VOUS INFORMER QUE:

PRIMO, JE NE VOUS RECEVRAI PAS EN FRANCE EN JANVIER 1988, NI EN LA R.P.D. DE COREE EN AVRIL 1988.

SECUNDO, J'ATTENDRAI QUE S.E. KHIEU SAMPHAN (P.D.K.) ET S.E. SON SANN (F.N.L.P.K.) DECLARENT ACCEPTER DE DISCUTER DU PROBLEME DU KAMPUCHEA AVEC NOUS DEUX (SIHANOUK ET HUN SEN) POUR VOUS REVOIR EN FRANCE OU EN LA R.P.D. DE COREE OU A JAKARTA (INDONESIE) DANS LE CADRE D'UNE REUNION KHMERE QUADRIPARTITE.

TERTIO, JE CONSIDERE COMME NUL ET NON AVENU LE POINT IV (QUATRE) DE NOTRE COMMUNIQUE CONJOINT EN DATE DU 4 DECEMBRE 1987, A FERRE EN TARDENOIS, SELON LEQUEL MM SIHANOUK ET HUN SEN SE REVERRONT A FERRE EN TARDENOIS (FRANCE) EN JANVIER 1988 ET UNE AUTRE FOIS A CHHANG SOU ON (RPD DE COREE) EN AVRIL 1988.

HAUTE CONSIDERATION.

NORODOM SIHANOUK

ROISSY-EN-FRANCE, LE 9 DECEMBRE 1987.

POST-SCRIPTUM: J'AI PAR AILLEURS, L'HONNEUR DE VOUS FAIRE CONNAITRE QUE, AVEC MOI (NORODOM SIHANOUK), VOUS (HUN SEN) N'ARRIVEREZ PAS A RESOUDRE LE PROBLEME DU KAMPUCHEA TANT QUE ENTIERE SASTIFACTION NE ME SERA PAS DONNEE SUR LES POINTS SUIVANTS:

PRIMO, DEMANTELEMENT DE LA SOIDISANT "REPUBLIQUE POPULAIRE DU KAMPUCHEA" ET DU COTE DES KHMERS ROUGES ET DES KHMERS BLEUS DEMANTELEMENT (PARALLELE) DU "KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE" ET LEUR REMPLACEMENT PAR L'ETAT DU CAMBODGE", UN ETAT NON-COMMUNISTE, NON SOCIALISTE, NEUTRE ET (REELLEMENT) NON ALIGNE, UNE DEMOCRATIE LIBERALE "A LA FRANCAISE" (C'EST A DIRE AVEC UN SENAT ET UNE CHAMBRE DES DEPUTES, UN GOUVERNEMENT RESPONSABLE DEVANT LE PARLEMENT, UN PRESIDENT (CHEF DE L'ETAT) ELU PAR LA NATION COMME C'EST LE CAS EN FRANCE, UN SYSTEME POLITIQUE "MULTI-PARTITE" OU "MULTI-PARTISAN", UN SYSTEME ECONOMIQUE ET FINANCIER "A LA FRANCAISE" - LIBRE ENTREPRISE, ETC...-, UNE PRESSE LIBRE, DES STATIONS DE RADIODIFFUSION LIBRES, DES CHAINES DE TELEVISION LIBRES (C'EST-A-DIRE INDEPENDANTES VIS-A-VIS DU GOUVERNEMENT EN PLACE), UNE SEPARATION NETTE DES POUVOIRS LEGISLATIF, EXECUTIF ET JUDICIAIRE, UN RESPECT REEL ET PERMANENT DES DROITS DE L'HOMME, AVEC EGALEMENT UNE NEUTRALISATION DU CAMBODGE GARANTIE PAR L'O.N.U. ET CONTROLEE PAR UNE C.I.C., DES ELECTIONS GENERALES TOUS LES 4 ANS AU SCRUTIN SECRET, AU SUFFRAGE UNIVERSEL ET SOUS CONTRBLE INTERNATIONAL (UN CONTROLE EXERCE PAR LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CONTROLE-CIC-ISSUE D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALE DU TYPE "GENEVE 1954" - "GENEVE 1961" ET, ENFIN, L'ADOPTION D'UN NOUVEAU DRAPEAU NATIONAL ET K'UN NOUVEL HYMNE NATIONAL QUI NE SERONT NI CEUX DE LA "RPK" - NI CEUX DU "KD".

SECUNDO, LA FORMATIOX D'UN GOUVERNEMENT QUADRIPARTITE (FUN-CINPEC-KHMERS ROUGES-KHMERS BLEUS-KHMERS VIETMINH) DONT CHAQUE MINISERE COMPORTERA, OBLIGATOIREMENT ET SANS EXCEPTION, QUATRE CO-MINISTRES (UN SIHANOUKISTE, UN KHMJR ROUGE, UN KHMER BLEU, UN KHMER VIETMINH-HOMME OU FEMME).

TERTIO, L'ENGAGEMENT OFFICIEL PAR LA R.S. DU VIETNAM DE RETIRER DU CAMBODGE TOUTES SES TROUPES DES LA FORMATION DU GOUVERNEMENT SUS-MENTIONNE. CE RETRAIT TOTAL DES TROUPES VIETNAMIENNES DU TERRITOIRE DU CAMBODGE DEVRA ETRE CONTROLE PAR LA C.I.C.

HAUTE CONSIDERATION
N.SIHANOUK

CHAIHOT 620652F

PARIS LE 10/12/87

ATTN: PRINCE N. RANARIDDH

VEUILLEZ TROUVER CI-DESSOUS 1) UNE NOTE POUR LA PRESSE, 2) UNE DECLARATION DE SAMDECH DATEES DU 10/12.

1) QUOTE''EN CE QUI CONCERNE MON TELEGRAMME EN DATE DU 9 DECEMBRE 1987 ADRESSE A M. HUN SEN (PHNOM PENH), JE TIENS A DONNER LES PRECISIONS SUIVANTES:

1)-IL N'Y APAS DE RUPTURE ENTRE MOI ET M. HUN SEN POUR CE QUI CONCERNE LE''PROCESSUS DE RECONCILIATION NATIONALE ET DE PAIX'' MAIS LE FAIT QUE M. HUN SEN LUI-MEME N'EST PAS ET NE SERA PAS EN MESURE DE FAIRE AVANCER, D'UNE FACON CONCRETE, NOTRE RECHERCHE COMMUNE D'UNE SOLUTION EQUITABLE AU PROBLEME DU KAMPUCHEA. A FERE-EN-TARDENOIS, M. HUN SEN (LES 3 ET 4 DECEMBRE 1987) M'A BIEN PRECISE QUE NOUS NE POURRIONS FAIRE QUELQUE CHOSE DE CONCRET QUE DANS LE CADRE DE NEGOTIATIONS QUADRIPARTITES, C'EST ADIRE ENTRE M. KHIEU SAMPHAN (PKD), M. SON SANN (FNLPK), LUI-MEME (HUN SEN, RPK) ET MOI (SIHANOUK-FUNCIPEC).

DANS CES CONDITIONS, J'ESTIME QU'IL EST ABSOLUMENT INUTILE ET FUTILE D'ENVISAGER ET D'ORGANISER UNE SECONDE RENCONTRE SIHANOUK HUN SEN A FERE-EN-TARDENOIS EN JANVIER 1988 ET UNE TROISIEME RENCONTRE A CHHAN SOU ON (RPD DE COREE) EN AVRIL 1988. SI CES 2 RENCONTRES DEVAIENT AVOIR LIEU, M. HUN SEN N'AURAIT RIEN A OFFRIR AU PEUPLE KHMER QUI ASPIRE A REDEVENIR LIBRE ET QUI DEMANDE POUR LE CAMBODGE UNE INDEPENDANCE A 100 POUR 100 AVEC LE RETRAIT TOTAL DES TROUPES VIETNAMIENNES DU TERRITOIRE ET DU PAYS DES KHMERS. M. HUN SEN DESIRE CES RENCONTRES POUR MENER SA PROPRE PROPAGANDE ET AMENER LA FRANCE ET LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE A RECONNAITRE DE FACTO LE REGIME ILLEGAL DE PHNOM PENH, VALET DE HANOI ET DE MOSCOU.

VOYANT CLAIREMENT CETTE MANOEUVRE PEU HONORABLE-POUR NE PAS DIRE''MALHONNETE''ET''MACHIAVELIQUE''-DE M. HUN SEN QUI EST VENU A FERE-EN-TARDENOIS, CHEZ MOI, ''LES MAINS VIDES''-C'ESTA DIRE SANS RIEN DONNER AU PEUPLE KHMER PATRIOTE-, JE (NORODOM SIHANOUK) NE DOIS PAS FAIRE LE JEU DE M. HUN SEN ET DE SES PATRONS DE HANOI ET DE MOSCOU EN ACCEPTANT DE REVOIR M. HUN SEN AU ''SECOND ROUND OF TALKS'' DE MM. SAMPHAN ET SON SANN.

JE PRECISE EGALEMENT QUE MA RENCONTRE A FERE-EN TARDENOIS AVEC M. HUN SEN (2/3 ET 4 DECEMBRE 1987) ETAIT TRES UTILE ET INDISPENSABLE, CAR J'AVAIS ABSOLUMENT BESOIN DE SAVOIR CE QUE M. HUN SEN AVAIT DANS LE VENTRE ET A QUOI, EXACTEMENT, LUI ET SES PATRONS VIETNAMIENS ET SOVIETIQUES VOULAIENT EN VENIR. J'AI REUSSI A SAVOIR TOUT CELA. PAR CONSEQUENT, JE N'AI PAS BESOIN D'EN SAVOIR DAVANTAGE. JE SAIS A QUOI M'EN TENIR ET JE DOIS ATTENDRE LES''JOURS MEILLEURS''POUR REPRENDRE LES NEGOTIATIONS, LESQUELLES NE DEVRONT, EN AUCUN CAS, ETRE MENEES SUR UNE BASE FAITE DE DUPLICITE.2

2)-DANS LE COMMUNIQUE CONJOINT SIGNE PAR M. HUN SEN ET MOI, A FERRE-EN -TARDENOIS, LE 4 DECEMBRE DERNIER (1987), AUCUNE MENTION N'EST FAITE DU DEPART DES TROUPES VIETNAMIENNES DU CAMBODGE, ET CELA MALGRE UNE DEMANDE TRES EXPLICITE FORMULEE PAR MON FILS LE PRINCE NORODOM RANARDDH. EN EGARD A CETTE DEMANDE DE FAIRE MENTION, DANS LE COMMUNIQUE CONJOINT EVOQUER CI-DESSUS, DU RETRAIT DES TROUPES VIETNAMIENNES DU CAMBODGE, M. HUN SEN A DIT QU'UNE TELLE MENTION ETAIT "INUTILE" CAR, EXPLIQUAIT-IL, LA MENTION DE L'INDEPENDANCE ET DE LA SOUVERAINETE DU KAMPUCHEA IMPLIQUAIT QU'IL NE DEVRAIT PLUS Y AVOIR DE TROUPES ETRANGERES.

RANARIDDH ET MOI (QUI AI PAR POLITESSE, ACCEPTE QUAND MEME DE SIGNER LE COMMUNIQUE CONJOINT) TROUVONS QUE LE REFUS DE M. HUNSEN DE NOUS LAISSER MENTIONNER LE RETRAIT DES TROUPES VIETNAMIENNES DU TERRITOIRE KHMER NE PRESAGE RIEN DE BON POUR L'AVENIR DE NOTRE PEUPLE ET DE NOTRE PATRIE.

3)-L'ARROGANCE ET LE MEPRIS A MON EGARD DES VIETNAMIENS DE HANOI SONT INTOLERABLES.

DEPUIS OCTOBRE 1987, JE N'AI CESSE DE RECLAMER, PAR L'INTERMEDIAIRE DE PERSONNALITES FRANCAISES, INDIENNES, PALESTINIENNES, ETC..., LA VENUE CHEZ MOI EN FRANCE OU EN COREE DE PERSONNALITES VIETNAMIENNES (DE LA R.S.V.) POUR DES DISCUSSIONS SUR LE PROBLEME DU KAMPUCHEA-VIETNAM, MAIS LES VIETS SE CONTENTENT DE ME RENVOYER A LEUR VALET HUN SEN.

DESORMAIS, JE N'ACCEPTERAI PLUS QUE HANOI ME TRAITTE DE CETTE FACON.

DE MEME QUE HUN SEN NE SE CONTENTE PAS D'UN DIALOGUE AVEC SIHANOUK MAIS RECLAME UNE RENCONTRE QUADRIPARTITE AVEC K. SAMPHAN ET SON SANN EN PLUS, DE MEME, JE NE REVERRAI PLUS HUN SEN SI CES VIETS DE HANOI NE VIENNENT PAS NEGOCIER AVEC MOI ET SI MM. SAMPHAN ET SON SANN N'ACCEPTENT PAS DE VOIR AVEC MOI M. HUN SEN N. SIHANOUK "UNQUOTE

II) QUOTE " J'AI L'HONNEUR DE FAIRE CONNAITRE AU G.C.K.D. ET A TOUS SES SPONSORS ET AMIS QUE MON CONGE D'ABSENCE DE LA PRESIDENCE DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE NE PRENDRA PAS FIN A LA DATE DU 7 MAI 1989 MAIS SE PROLONGERA INDEFINIMENT TANT QUE LES KH/MERS ROUGES (PKD) ET LES KHMERS BLEUS (FNLPK)-MES PAR TENAIRES DANS LE GCKD N'ACCEPTERONT PAS DE CHANGER L'APPELLATION DE L'ETAT KHMER LIBRE ET LE DRAPEAU NATIONAL ET TANT QU'ILS

73

11) QUOTE'' J'AI L'HONNEUR DE FAIRE CONNAITRE AU G.C.K.D. ET A TOUS SES SPONSORS ET AMIS. QUE MON CONGE D'ABSENCE DE LA PRESIDENCE DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE NE PRENDRA PAS FIN A LA DATE DU 7 MAI 1988 MAIS SE PROLONGERA INDEFINIMENT TANT QUE LES KH/MERS ROUGES (PKD) ET LES KHMERS BLEUS (FNLPK)-MES PAR TENAIRES DANS LE GCKD N'ACCEPTERONT PAS DE CHANGER L'APPELLATION DE L'ETAT KHMER, L'HYMNE ET LE DRAPEAU NATIONAUX ET TANT QU'ILS CONTINUENT A VIOLER LES DROITS DE L'HOMME A L'ENCONTRE DU PEUPLE KHMER. L'ETAT DU CAMBODGE NE DEVRA PLUS ETRE APPELE ''KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE'' MAIS ''KAMPUCHEA'' TOUT COURT (EN KHMER), ''CAMBODGE'' EN FRANCAIS ET ''CAMBODIA'' EN ANGLAIS.

LE DRAPEAU DEVRA ETRE CELUI DU CAMBODGE AVANT LE COUP D'ETAT DE LON NOL EN DATE DU 18 MARS 1970.

L'HYMNE NATIONAL DEVRA ETRE LE NOKOREACH, PAROLES: LE 2 EME COUPLET DES ANNEES 40-50-60'' UNQUOTE

⊕
20237 COOPFRA TH
CHAIHOT 620652F

Allegations of British military training of the Khmer Rouge made by John Pilger

In articles and television documentaries written or made by John Pilger in the 1990s a frequent allegation made by him was that in Thailand Britain had trained Khmer Rouge (KR) guerrillas who were battling against a Vietnamese invasion force.

I was Ambassador in Thailand at the time (1986-89). In "Distant Voices" Pilger devoted many pages to my alleged nefarious activity in this context. He invited me to be interviewed, but withdrew the offer after I had insisted on editorial control.

The following are the main reasons why British military training of the KR could never have taken place:

1. Neither I nor any of the UK military and civilian personnel involved would possibly have agreed to participate in any programme to support the murderous Pol Pot regime. I personally lost many Cambodian friends made during my time in Cambodia in the early 1960s and murdered after the KR took power in 1975.
2. There was no conceivable British interest in supporting the Khmer Rouge to regain power in Cambodia. Britain had indeed been the first country to withdraw recognition in 1979. In 1978 Britain had been the first country to raise KR atrocities in the UN Human Rights Commission in Geneva.
3. Any KR soldier who had received such training from a Western agency would have been eliminated on return to his unit, such was Pol Pot's obsession with infiltration by Western intelligence.
4. No non-Communist ANS (Armée National Sihanoukiste) or KPLNF (Khmer People's National Liberation Front) soldier who might have received such training would possibly have agreed to train alongside KR troops who had rounded up and killed so many non-Communist soldiers of the defeated Lon Nol regime.
5. KR soldiers were rough and ruthless. There was nothing the British could teach them about jungle or urban warfare in Cambodia. If anything, the KR could have taught the British something.
6. Britain had no access to KR camps along the Thai-Cambodian border. Access was tightly controlled by the Thais and by the Chinese authorities who alone provided support, military and logistic, to the KR.

John Pilger provided no credible evidence of British training of the KR. In his allegations he harped on the theme of mine-laying, no doubt because of the civilian casualties caused. The presence of a British military team in Thailand was no secret in Bangkok. Every correspondent at The Foreign Correspondents' Club of Thailand knew of their presence. Only John Pilger sought to exploit this knowledge in his own particular way.

Derek Tonkin

Revised 5 January 2024

Sir: John Pilger and David Munro cite my work in *Jane's Defence Weekly* in your issue of 20 April during the course of their rebuttal to Derek Tonkin's article, 'The apotheosis of pilgerism'.

My research on the subject of covert British military involvement in Cambodia, conducted over three years, leaves no doubt that the UK was training guerrillas of the two non-communist factions beginning in mid-1985. This programme was detailed in two articles published in *JDW*, the second of which states: 'The UK's efforts have aimed (in part) to . . . improve their (non-communist resistance) position in the loose coalition that groups the NCR with the Khmer Rouge in the Coalition Government of Democratic Kampuchea.'

Nowhere in these articles is there a suggestion that Khmer Rouge guerrillas participated in the training programme. Neither has subsequent research shown this to be true.

Devoid of obfuscation, the allegation that the UK was or is providing military training to the Khmer Rouge is a lie. Similarly, the notion as put forward by Mr Pilger and Mr Munro that the two non-communist resistance factions are actually extensions of the Khmer Rouge is untrue.

Robert Karniol

Asia/Pacific Group Editor,
Jane's Defence Weekly,
1-A Rose Court,
155 Soi Tiensieng,
South Sathorn Road,
Bangkok 10120, Thailand

Countering the Khmer Rouge

From Mr Robert Karniol

Sir: Your article (30 October) on the covert British assistance programme in Cambodia makes several specious points when it tries to add to the factual information drawn from its primary source, the two articles on this subject I wrote for *Jane's Defence Weekly*.

To say that the military training provided by the UK to the two non-communist resistance (NCR) factions grouped with the Khmer Rouge in the coalition government of Democratic Kampuchea is equivalent to UK support of the Khmer Rouge is a sensationalistic simplification worthy only of the tabloids. It is analogous to arguing that countries like Britain that fought beside the Soviet Union in the alliance against Nazi Germany in doing so approved of and furthered the excesses of Stalin.

British training of Cambodia's NCR is in large part aimed at countering Khmer Rouge influence by strengthening the military capability of the NCR, and with better fighting abilities the non-communist factions stand to gain increased political leverage domestically and internationally. Whether this strategy can work given the NCR's serious flaws is another matter.

Cambodia's uncertain future at the hands of the Khmer Rouge faction in exile or the Khmer Rouge faction holding power in Phnom Penh appears to be riskier still without the active presence of the Sihanoukists and the Khmer People's National Liberation Front. But your readers would in any case be well advised to keep in mind that only a political solution, not military might, can finally resolve the Cambodian conflict.

Yours faithfully,
ROBERT KARNIOL
Bangkok
31 October